

INTER action

ENTREPRISES & gens d'affaires

LES AFFAIRES

www.lesaffaires.com

SUPPLÉMENT
PUBLI-REPORTAGE

Mai-juin 2001

En collaboration avec l'Association des professionnels en développement économique du Québec

Un Centre de développement des biotechnologies ouvrira bientôt ses portes à Laval

La ministre Pauline Marois a annoncé dans son budget 2001-2002 la création d'une Cité de la biotechnologie et de la santé humaine à Laval.

S o m m a i r e

La Semaine de développement économique de l'APDEQ : du 4 au 8 juin Page 2

PME : une étude fait le point sur l'impact des transitions économiques actuelles Page 3

Laurentides

Montréal Mirabel Espace 2002: un projet d'envergure pour la région Page 5



Saguenay-Lac-Saint-Jean

Usine d'Alcan : 460 millions de dollars en retombées directes pour Alma Page 6

Région de Québec

En intégrant HMR à Québec, Bentley entend raffermir sa position sur les marchés mondiaux Page 6

Charlevoix

Groupe Dufour : redressement réussi Page 7

Lanaudière

L'agro-industrie et l'habitat, deux créneaux d'excellence dans la région Pages 8-9



Dossier spécial Les parcs technologiques au Québec
Les technoparcs au cœur du développement économique des régions
Pages 10 à 15

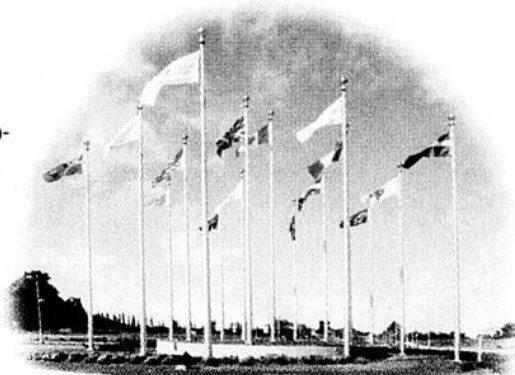
Appelé Centre de développement des biotechnologies de Laval (CDBL), cette entité sera dotée des mêmes avantages fiscaux que connaissent déjà la trentaine de Carrefours de la nouvelle économie (CNE) et les cinq Centres de développement des technologies de l'information (CDTI) ouverts depuis 1999 dans différentes villes du Québec. Les entreprises qui s'y installeront pourront bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable de 40 % de la dépense salariale admissible, jusqu'à concurrence de 15 000 dollars par année, par employé.

De plus, selon les informations dont dispose Pierre Bélanger, directeur général de Laval Technopole et président de l'Associa-

tion des parcs de recherche et technopoles du Québec (APRTQ), les mesures fiscales annoncées par la ministre Marois seraient applicables à toute entreprise oeuvrant dans la biotechnologie et la santé humaine qui s'installera dans le parc scientifique de Laval et ce, même si l'entreprise occupe ses propres locaux.

Un concept qui fait tache d'encre

Les parcs technologiques se multiplient depuis quelques années au Québec. Outre celui de Laval, les plus connus sont le Parc technologique du Québec métropolitain, la

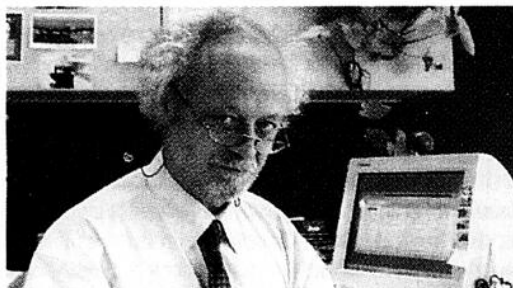


Technopole agroalimentaire de Saint-Hyacinthe, le Technoparc de Hull, le Parc biomédical de Sherbrooke, et le Parc de recherche et de haute technologie de Varennes, qui font tous partie de l'Association des parcs de recherche et technopoles du Québec (APRTQ).

L'APDEQ tiendra en juin sa Semaine de développement économique

L'Association des professionnels en développement économique du Québec (APDEQ) lance au début du mois de juin une Semaine de développement économique, dont les activités se dérouleront dans différentes régions de la province. L'événement, organisé en collaboration avec Développement économique Canada, sera l'occasion pour les professionnels en développement économique d'analyser, entre autres, les enjeux de croissance et les nouvelles pratiques d'affaires des PME.

Réal Jacob, professeur en gestion du changement technologique à l'Université du Québec à Trois-Rivières, fera le point sur l'impact des transitions économiques actuelles sur la compétitivité des PME québécoises. Patrice Ouellet, coordonnateur de l'Observatoire de Développement économique Cana-



« L'expérience des dernières années a mis en relief le caractère complexe et mouvant de l'environnement dans lequel les acteurs du développement doivent maintenant évoluer »
— Patrice Ouellet, coordonnateur de l'Observatoire de Développement économique Canada

da, présentera plusieurs volets de l'étude « Globalisation, économie du savoir et compétitivité : une synthèse des tendances et enjeux stratégiques pour la PME québécoise », un rapport qui met en lumière les ruptures importantes dans l'environnement d'affaires des entreprises ainsi que les défis d'adaptation qui en découlent.

Les croisières au Québec : 4 millions de passagers en 2001

Plus d'une centaine d'entreprises possédant quelque 160 navires de toutes catégories offrent des croisières sur plusieurs cours d'eau du Québec, dont près de 60% sur le thème de l'observation et de l'interprétation de la nature.

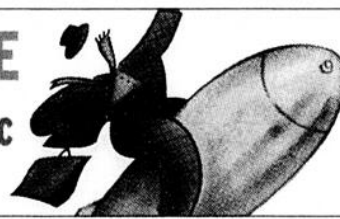
La capacité totale de ces 160 vaisseaux, allant des petites embarcations de type Zodiac (8 à 12 passagers) aux grands navires de types catamaran et monocoque (jusqu'à 1 000 passagers), atteindra plus de 4 millions de passagers/jours durant la saison estivale 2001. Au cours des cinq dernières années, le nombre de vacanciers faisant des croisières-excursions a connu une croissance annuelle variant de 5 % à 10 %, un écart qui s'explique par les caprices de la météo. Durant la saison estivale, les navires de croisières attirent près d'un million de passagers et on évalue les retombées économiques à plus de 100 millions \$.

FAITES VOTRE PLACE...PARMI LES MOTEURS DE L'ÉCONOMIE

LES AFFAIRES

Cahier répertoire des 500 plus importantes entreprises du Québec

Date de tombée 15 mai 2001. Service de la publicité (514) 392-9000



2622

« Ces conférences permettront à nos membres d'échanger sur le thème de la mondialisation, l'économie du savoir et la compétitivité. » — Luc Arvisais

L'Association des professionnels en développement économique du Québec (APDEQ) tiendra du 4 au 8 juin prochain une Semaine de développement économique, dont les activités se dérouleront dans différentes régions de la province. Organisé en collaboration avec Développement économique Canada, cet événement permettra aux membres de l'organisation et à ses partenaires d'affaire de discuter des enjeux et des responsabilités inhérentes à leur métier.



Luc Arvisais

Rappelons que ces professionnels oeuvrent principalement dans les centres locaux de développement (CLD), dans les sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), dans les sociétés de développement économique régionales et municipales, dans les corporations de développement à l'exportation ou encore dans les parcs industriels et technologiques.

À titre d'activité principale, l'APDEQ propose une conférence de Réal Jacob, professeur et titulaire adjoint à la Chaire Bombardier Produits récréatifs en gestion du changement technologique de l'Université du Québec à Trois-Rivières. M. Jacob fera le point sur l'impact des transitions économiques actuelles sur la compétitivité des PME québécoises.

« Offertes successivement à Sherbrooke, Trois-Rivières et Terrebonne, ces conférences permettront à nos membres d'échanger sur le thème de la mondialisation, l'économie du savoir et la compétitivité. Les dirigeants d'entreprises avec lesquels ils travaillent sont également invités afin de prendre connaissance des travaux que le professeur Jacob a réalisés pour le compte de l'Observatoire de Développement économique Canada », indique Luc Arvisais, président de l'APDEQ et directeur général du CLD Centre-de-la-Mauricie (dont le territoire couvre les régions de Shatinigan et de Grand-Mère).

Même s'il n'occupe le poste de président que depuis six mois, M. Arvisais connaît bien l'APDEQ puisqu'il a occupé diverses fonctions au sein de l'organisation au cours des dernières années. « À mes yeux, l'Association est un organisme privilégié d'échange entre passionnés de développement économique, dit-il. Dans cette veine, je souhaite pousser plus loin le réseautage afin d'aider nos membres à développer leurs compétences. Plusieurs événements sont organisés dans le but d'enrichir notre réseau et de parfaire nos connaissances dans le domaine du développement économique. »

Un de ces nouveaux événements est le Forum printanier qui s'est tenu en mai sur le développement économique dans un contexte de fusion des municipalités. Plusieurs conférenciers travaillant au sein des services de développement économique, notamment pour la nouvelle ville d'Hamilton en Ontario, sont venus expliquer aux membres

de l'APDEQ les principales étapes du déroulement d'un processus de fusion.

« Au plan politique, il est clair que l'APDEQ n'a aucunement l'intention de se prononcer sur l'intérêt ou la pertinence de cette formule, ce n'est pas notre mandat, précise Luc Arvisais. Quels seront les impacts de



ces fusions sur nos membres ? Il est encore trop tôt pour se prononcer. Bien sûr, il y aura des changements inévitables dans notre organisation du travail. Cela dit, les fusions sont à mes yeux une occasion intéressante de créer de nouvelles synergies qui devraient dynamiser les milieux. » Par ailleurs, l'APDEQ a comme projet de développer davantage son site internet (www.apdeq.qc.ca) afin d'en faire un outil de réseautage permettant aux membres de toutes les régions de partager entre eux leurs expertises et leurs expériences. ●

Des professionnels de l'organisation

On ne les voit jamais sous les feux de la rampe. Ils prennent rarement le leadership d'un projet. Mais c'est souvent grâce aux professionnels en développement économique que les idées les plus intéressantes se transforment en emplois bien concrets.

Renée Courchesne est vice-présidente de l'APDEQ. Depuis sept ans, elle est surtout commissaire industriel dans la municipalité régionale de comté des Moulins. Un métier qu'elle fait avec un plaisir évident. « On ne sort pas de l'université comme un médecin ou un avocat avec le titre de professionnel en développement économique, dit-elle. C'est en agissant dans le milieu qu'on le devient. Et là, rapidement, on attrape la piquûre et ça devient une passion. »

Selon elle, le rôle du professionnel en développement économique consiste essentiellement à aider les entrepreneurs à croître et à concrétiser leurs meilleures idées.

Ainsi, Renée Courchesne a aidé des promoteurs de sa région à mettre sur pied un Carrefour de la nouvelle économie (CNE). Une demi-douzaine d'entreprises employant une centaine de personnes s'y sont installées. « Le succès est tel qu'on vient d'obtenir l'autorisation de construire un second bâtiment tout aussi grand », indique-t-elle.

Par ailleurs, Mme Courchesne a contribué à la mise sur pied de groupes d'entrepreneurs intéressés à réaliser une démarche ISO. « Un processus qui est souvent long et difficile, explique-t-elle. En le faisant en groupe, les gens s'encourageaient les uns les autres. Notre apport a été de leur fournir l'encadrement et l'expertise. De plus, nous leur avons obtenu des subventions provenant d'Emploi-Québec et de Développement économique Canada. »

En collaboration avec le ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC), Madame Courchesne a également organisé des séminaires en production de valeur ajoutée (PVA) pour plus de 80 entreprises de sa région. « Tous ceux qui ont suivi ces séminaires ont ensuite procédé à des modifications majeures de leurs processus de production », affirme-t-elle.

Un rôle varié

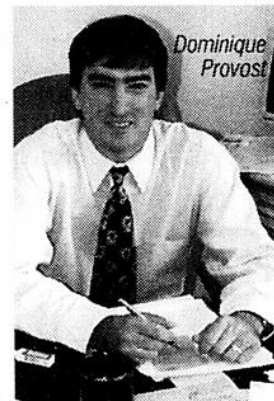
Le rôle des professionnels en développement économique varie énormément selon le milieu dans lequel ils interviennent.

« En région rurale, nous faisons beaucoup d'animation du milieu, dit Dominique Provost, directeur général du CLD du Haut-Saint-François, et président de l'APDEQ pour la région de l'Estrie. Par exemple, nous avons pris l'initiative de réunir la population autour du conseil municipal dans huit de nos 16 municipalités afin de leur aider à définir une politique de développement économique. Par la suite, nous avons contribué à regrouper les gens autour des idées les plus intéressantes. »

C'est de cette façon que sont nés les projets du train touristique et de la vieille gare à papier d'East Angus, ou encore celui du Festival des traditions écossaises de Gould qui a rassemblé cette année plus de 5 000 personnes.

« Nous mettons également beaucoup d'énergie à susciter l'entrepreneuriat, particulièrement auprès des jeunes qui, autrement, quittent les régions tout simplement parce qu'ils n'y trouvent pas d'emplois », dit M. Provost.

Comme tous les professionnels en développement économique, Dominique Provost consacre une partie de son temps à tenter d'intéresser des entreprises de l'extérieur à venir s'installer dans sa région. Il travaille aussi à la mise sur pied d'un parc industriel régional, à la protection du patrimoine rural bâti ou encore à la mise en valeur des paysages de la région. « Parce qu'il n'est jamais routinier, notre travail est très valorisant et très stimulant. » ●



Dominique Provost

La Semaine de développement économique, un partenariat entre Développement Économique Canada et l'APDEQ.

C'est dans le cadre de la Semaine de développement économique que l'Observatoire de Développement économique Canada se joint à l'Association des professionnels en développement économique du Québec (APDEQ) afin de présenter une série de trois conférences portant sur les enjeux de croissance et les nouvelles pratiques d'affaires des PME.

Réal Jacob et Patrice Ouellet seront les deux conférenciers invités et présenteront les conclusions de l'étude Globalisation, économie du savoir et compétitivité : une synthèse des tendances et enjeux stratégiques pour la PME québécoise. Par la suite, échanges et discussions avec les chercheurs seront d'excellentes occasions de partager expériences et connaissances

sur les nouvelles pratiques mises au jour par l'étude et celles qui caractérisent les PME et leur réseau de soutien.

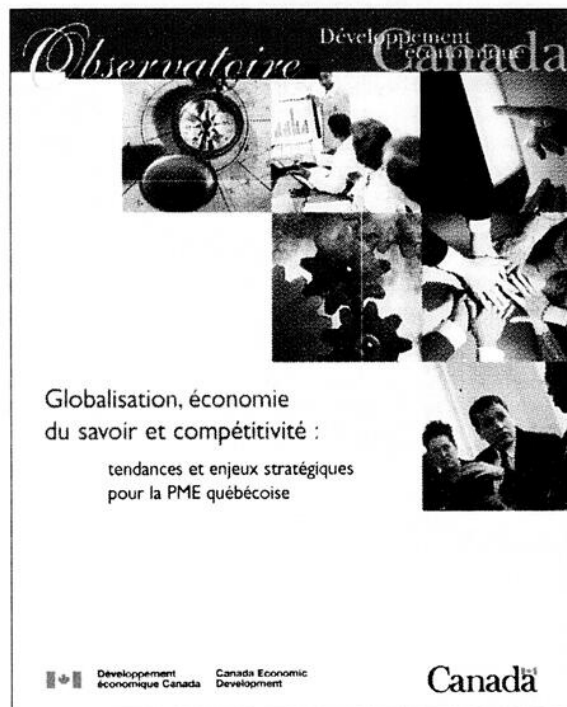
Ces conférences auront lieu le 5 juin à l'Hôtel Delta de Sherbrooke, le 6 juin à l'Hôtel Delta de Trois-Rivières et le 7 juin au Club de golf de Terrebonne. Pour réservations : 1-800-361-8470

Enjeux de croissance et nouvelles pratiques d'affaires pour les PME

Une étude fait le point sur l'impact des transitions économiques actuelles

Dans ce contexte dit de nouvelle économie, comment les PME tireront-elles leur épingle du jeu ? Quels défis auront-elles à relever ? Les PME québécoises ont-elles ce qu'il faut pour affronter cette nouvelle réalité ?

Autant de questions pour lesquelles l'Observatoire de Développement économique Canada désirait obtenir des réponses en s'associant avec l'Institut de recherche sur les PME de l'Université du Québec à Trois-Rivières dans le cadre d'un important projet de veille stratégique visant à faire le point sur l'impact des transitions économiques actuelles sur la compétitivité des PME québécoises. Intitulé « Globalisation, économie du savoir et compétitivité : une synthèse des tendances et enjeux stratégiques pour la PME québécoise », ce rapport met en lumière les ruptures importantes dans l'environnement d'affaires des entreprises ainsi que les défis d'adaptation qui en découlent.



« L'expérience de Développement économique Canada au cours des dernières années a mis en relief le caractère extrêmement complexe et mouvant de l'environnement dans lequel les acteurs du développement, y compris les PME, doivent maintenant évoluer, explique Patrice Ouellet, coordonnateur de l'Observatoire de Développement économique Canada et grand chef d'orchestre du projet de veille-synthèse. Nous cherchions, avant tout, à mieux saisir le sens de ces transitions, ce qu'elles signifient pour les PME elles-mêmes et ce qu'elles impliquent pour les acteurs qui, dans les institutions gouvernementales, les associations d'affaires et tous les groupes de soutien au développement, agissent sur le développement des entreprises. »

À la lueur de cette étude, il est possible de dégager quatre tendances dans l'environnement des PME. Ces tendances concernent :

l'intégration des chaînes logistiques et l'émergence de l'entreprise réseau

- la PME transformée

la généralisation des affaires électroniques

- la PME étendue

la gestion de l'innovation et des connaissances

- la PME apprenante

les processus avancés d'internationalisation

- la PME internationale

Ce nouveau contexte d'affaires interpelle fondamentalement les PME dont la compétitivité ne pourra être dissociée de la convergence entre trois dimensions, soit la maîtrise de nouvelles compétences organisationnelles, la formulation des stratégies d'affaires plus complexes et l'adoption des modes d'organisation avancés.

Réagir plus vite et agir plus loin

Dans une perspective plus globale, cette évolution attire l'attention sur deux facteurs primordiaux de changements. D'abord, l'accroissement du rythme d'activité économique et ensuite, l'extension des espaces au sein desquels évoluent les entreprises. Selon monsieur Ouellet, « les systèmes économiques passent d'une époque d'adaptation lente, continue et régulière, au cours de laquelle la concurrence s'effectue surtout localement, à une époque fort différente, marquée par une compétition entre des systèmes économiques hétérogènes et ce, sur une base mondiale. Résultats : les changements sont plus radicaux et se produisent avec une plus grande rapidité. »

Dans ce contexte, la compétitivité des entreprises peut se résumer, en simplifiant quelque peu, à deux impératifs incontournables : réagir plus vite et agir plus loin !

Réagir plus vite sur le plan décisionnel et opérationnel pour faire face aux changements incessants et rapides de même qu'aux exigences particulières de l'intégration des chaînes logistiques. Agir plus loin pour optimiser ses approvisionnements, participer à des réseaux plus vastes d'affaires, acquérir des ressources d'appui, tels ceux d'experts-conseils par exemple, commercialiser ses produits et maintenir des relations étroites et suivies avec ses clients et partenaires.

Des enjeux soumis à l'examen de groupes de discussion

Les quatre groupes de tendances identifiées dans la recherche commandée par l'Observatoire de Développement économique Canada et réalisée par l'Institut de recherche sur la PME, de même que les enjeux qui en découlent ont été soumis à l'examen de douze groupes de discussion auxquels ont participé une quarantaine de PME et une trentaine de groupes intermédiaires.

Qu'en ressort-il ?

Les réactions des PME paraissent marquées tantôt par le scepticisme quant à leur impact dans leur entreprise, tantôt par la prudence et l'incertitude relativement à l'action à entreprendre, tantôt par la résignation face à des tendances auxquelles elles sentent ne plus pouvoir échapper.

« Quoi qu'il en soit, nous pouvons affirmer que pour répondre à ces nouveaux défis, les PME auront à adopter une nouvelle culture de gestion et d'entrepreneuriat qui fera une large place aux nouvelles compétences ainsi qu'à un style de leadership ouvert, décentralisé et réseauté à l'externe et à l'interne », de conclure Patrice Ouellet.

C'est également une partie des conclusions que tire Pierre-André Julien, titulaire de la Chaire Bombardier à l'Institut de recherche sur la PME à la suite de l'étude de quelque 52 PME qui enregistrent une forte croissance de leurs emplois et de leur chiffre d'affaires. Le rapport, qui peut également être consulté sur le site Internet de Développement économique Canada, s'intitule « Les PME à forte croissance, ou Comment gérer l'improvisation de façon cohérente. »

Pour Réal Jacob, professeur et directeur du Centre de transfert de l'Institut de recherche sur les PME de l'Université du Québec à Trois-Rivières, qui a largement contribué à la réalisation de cette importante veille-synthèse, de même qu'à la coordination des équipes de recherche, « la nouvelle compétitivité des PME est de plus en plus immatérielle, de plus en plus fondée sur les quatre i : soit information, interaction, innovation et intelligence. »

Tous les rapports découlant de cette veille stratégique peuvent être consultés sur le site Internet de Développement économique Canada, www.dec-ced.gc.ca/fr/biblio/observatoire/obs-plan.html

« Développement économique Canada cherchait avant tout à mieux comprendre quels étaient les enjeux de ce nouveau contexte économique et leurs impacts sur le développement de la PME. »

Développement économique Canada,
partenaire de l'Association des
professionnels en développement
économique du Québec.

Canada

Développement
économique
Canada

LES DOSSIERS DE L'HEURE AU QUÉBEC

Abitibi-Témiscamingue

- Deux projets d'usine créeront ensemble plus de 60 emplois directs sur le territoire de la MRC de Rouyn-Noranda. La construction d'une usine de granules entraîne un investissement de 6 M\$ pour créer une vingtaine d'emplois. Le deuxième projet, une usine de poêles qui utilisent les granules de la première usine pour leur fonctionnement, entraîne un investissement initial de 2 M\$. L'usine générera 40 emplois directs sur 2 ans.
- Le CNE de la MRC de Rouyn-Noranda, dont la création a été annoncée en février 2000, a contribué à créer une trentaine de nouveaux postes. Logicon, CIA et Géodéfor occupent déjà une superficie de plus de 7000 pieds carrés du CNE. Cinq autres entreprises sont en attente d'une accréditation.

Centre du Québec

- La Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) a annoncé que les investissements industriels dans la région ont atteint un sommet de près de 172 M\$ en 2000, contribuant ainsi à la création de 1432 emplois manufacturiers. La région compte à présent quelque 505 entreprises manufacturières, qui procurent de l'emploi à 15 635 personnes. Le secteur « machinerie et métal » est le plus important avec 27 % de l'emploi, suivi du « textile-vêtement » et des « papiers et produits finis ».
- L'Association des manufacturiers d'équipements de transport et de véhicules spéciaux (AMETVS) installe son siège social à Drummondville. Elle regroupe les plus importants fabricants de ces véhicules lourds. Une cinquantaine d'entre eux sont déjà dans la région de Drummondville.
- Une deuxième entreprise chinoise s'implante à Drummondville, HARVEST METRO TECHNOLOGY AND DEVELOPMENT Canada LTD, un holding de Hong Kong qui compte 20 000 employés. Voilà une suite logique à la visite du directeur général de la Société de développement économique de Drummondville, Martin Dupont, en Chine début février avec TEAM Canada

Chaudière-Appalaches

- Ag-Bio Centre, le centre d'émergence d'entreprises en agrobiotechnologie, accueillera ses premiers clients en octobre prochain. Les travaux pour l'aménagement à Lévis d'un édifice de 7000 pieds carrés seront lancés au cours des prochaines semaines. Mission d'Ag-Bio Centre : réduire les frais de démarrage des entreprises en agrobiotechnologies et briser l'isolement des promoteurs.

Côte Nord

- À Chibougamau, la reprise des activités de la mine Copper Rand devrait marquer le retour graduel au travail de 175 personnes. Copper Rand 5000 est un projet en partenariat de 45 M\$ développé par Ressources MSV et auquel participent, pour 7 M\$ chacun, les sociétés d'Etat SOQUEM et SDBJ ainsi que le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec.

Estrie

- Un an à peine après sa création, le Bureau de film et de télévision de l'Estrée (BFTE) dévoilait récemment des résultats fort prometteurs pour le développement de l'industrie cinématographique en région. En 2000, le BFTE a accueilli dix productions entraînant des retombées directes de 1 M\$, ce qui contribue au maintien ou à la création de 19 emplois en Estrée.

- Des travaux sont en cours afin d'aménager les nouveaux locaux de Nordia, à Sherbrooke. L'entreprise de services téléphoniques créera entre 100 et 300 emplois. Ce nouveau centre d'appels vient s'ajouter à ceux déjà présents dans la région de Sherbrooke, dont Eastern Townships Financial Services (ETFS) à Lennoxville ainsi que ACI Telecentrics et Ténor Marketing à Sherbrooke.

- La toute nouvelle usine de la division Produits d'interconnexion C-MAC est en opération depuis la mi-février, à Sherbrooke. Ces installations de grande qualité regroupent des opérations qui étaient auparavant dispersées dans trois endroits différents. Actuellement, une centaine d'employés y travaillent mais l'usine pourrait en accueillir 150.

- La Société Innovatech du sud du Québec investit 430 000 \$ dans Aliments Mon Jardin qui devient la troisième entreprise de haut cali-

deux jeunes PME sur le territoire du Centre-de-la-Mauricie. Soudure Mauricienne Inc est une jeune entreprise spécialisée en fabrication et montage de structures d'acier. L'intervention financière du CLD a été de 40 000\$ dans ce dossier. Corro-Protect Inc. de Shawinigan-Sud, spécialisée dans le procédé de placage au zinc, a bénéficié d'un montant de 30 000\$.

Montérégie

- En Haute-Yamaska, les investissements industriels atteignent un nouveau record en 2000, avec 211,4 M\$ injectés par 59 % des entreprises manufacturières de la région. L'augmentation se situe principalement au niveau des sommes investies dans les nouvelles constructions et les agrandissements, soit 37 M\$ en 2000 comparativement à 14 M\$ l'année précédente. Par ailleurs, les ventes de

Outaouais

- Gatineau a remporté le 1er prix du concours du Regroupement des centres-villes et artères commerciales qui décernait le Mérite Artéria dans la catégorie « Innovation ». Ce prix lui a été décerné pour l'implantation de la Carte Privilège Gatineau qui vise à favoriser l'accès à des activités de loisirs et à encourager l'achat local.

- En 2000, le Commissariat au développement économique a appuyé la création de 1448 emplois et des investissements sur son territoire de l'ordre de près de 256 M\$. Plusieurs activités d'animation, de promotion et de prospection économique ont aussi été initiées et soutenues par le Commissariat.

Région de Montréal

- Ville Saint-Laurent a atteint le plateau des 248 millions de permis de construction pour l'année 2000. Il s'agit d'un record sans précédent dans l'histoire de la deuxième ville industrielle du Québec. Saint-Laurent a aussi connu une croissance importante au chapitre de l'emploi depuis trois ans. Il s'est créé à Saint-Laurent 12 000 nouveaux emplois soit une croissance directe de 15% et des investissements qui s'élèvent à un milliard de dollars, pour une troisième année consécutive.

- La SODEC RDP • PAT vient de mettre sur pied, à l'intention des entreprises de l'Est de Montréal, un service de veille stratégique responsable de recueillir des renseignements sur les secteurs en prédominance à cet endroit, soit : les produits métalliques, le meuble et le bois ouvré, le plastique, la chimie et l'imprimerie et l'édition. Dans le cadre de ce nouveau service, des bulletins trimestriels de veille stratégique ont été envoyés gratuitement par la poste à toutes les entreprises concernées.

Région de Québec

- Gentec Électro-Optique a officiellement ouvert ses portes fin mars. Ce projet a nécessité un investissement totalisant 3,3 M\$ dont 1,5 M\$ proviennent d'Innovatech-Québec, d'Investissement Québec et du Fonds de diversification de l'économie de la Capitale. Le Fonds de solidarité FTQ et le Fonds régional de solidarité Québec ont contribué pour 1,3 M\$. L'entreprise, spécialisée dans la fabrication d'instruments de mesure de puissance et d'énergie de faisceaux laser, compte devenir la référence mondiale en matière d'instrumentation.

Saguenay-Lac-St-Jean

- AMISK, société publique de capital de risque, a annoncé ses résultats financiers pour l'exercice finissant le 31 décembre 2000 qui se traduisent par une perte après impôts de 519 868\$, soit une perte nette de 0.11\$ par action. La perte est attribuable à la dévaluation volontaire d'un de ses placements pour une somme de 1,5 M\$ et à la consolidation des résultats obtenus par les entreprises dans lesquelles Amisk détient une participation. Par contre, l'entreprise a versé à ses actionnaires des dividendes équivalents à 30 cents par action. Au 31 décembre, la société disposait de plus de 15M\$ en liquidités.

Faites-nous parvenir
les nouvelles et communiqués
de votre région.

interaction@transcontinental.ca

Semaine de développement économique 4 au 8 juin 2001

La PME québécoise à l'ère de la mondialisation : tendances et enjeux

Séminaires

**Mondialisation, économie du savoir et compétitivité :
une synthèse des tendances et enjeux stratégiques pour la PME québécoise**

Conférenciers :

Monsieur Réal Jacob, professeur titulaire,
département des sciences de la gestion et de l'économie,
Université du Québec à Trois-Rivières

Monsieur Patrice Ouellet, économiste,
responsable de l'Observatoire de Développement économique Canada pour le Québec

5 juin 2001 – Hôtel Delta, Sherbrooke
6 juin 2001 – Hôtel Delta, Trois-Rivières
7 juin 2001 – Club de golf Le Versant, Terrebonne

Horaires des séminaires : 8h à 12h
Café, jus et brioches seront servis.

Atelier de formation

**Diversité commerciale et stratégie de développement
et de localisation commerciale**

Formatrice :
Madame Françoise Roy,
coordonnatrice à la formation,
Fondation Rues principales

5 juin 2001 – Ile Charron, Longueuil

Canada
Développement économique Canada
Canada Economic Development



Association des professionnels en développement économique du Québec

Réservations : 1-800-361-8470 ou (514) 845-8275

bre ayant un rayonnement international au Parc bioalimentaire de l'Estrée, à East Angus avec ses produits Mini-Gourmet et Purée-Délice. L'usine avant-gardiste prouit des aliments surgelés de qualité supérieure destinés aux bébés, ainsi qu'aux personnes souffrant de dysphagie.

Mauricie

- Le CLD du Centre-de-la-Mauricie, par le biais de son enveloppe d'investissement local (FLI) a contribué financièrement à l'expansion de

terrains industriels ont connu un boom en 2000 avec 1,6 million de pieds carrés vendus, soit davantage que les ventes combinées de 1998 et 1999.

- Les chiffres dévoilés par le Conseil Économique du Haut-Richelieu (CLD) pour 2000 sont éloquentes : au 31 décembre 2000, le total des emplois s'élevait à 10 261, soit une augmentation nette de quelque 1100 emplois par rapport à l'année précédente. C'est la première fois depuis la création du CEHR (CLD) que la région surpasse le cap des 10 000 emplois manufacturiers.

Laurentides

Montréal Mirabel Espace 2002

Un projet d'envergure pour la région

Comment exploiter les infrastructures aéroportuaires de Montréal dans le contexte économique actuel? À l'ère du B2B, la région peut-elle se développer encore mieux? C'est ce que souhaite Montréal-Mirabel Espace 2002, qui veut développer un axe de développement industriel entre Dorval et Mirabel.

Le projet, encore à l'étude, parle d'utiliser encore davantage la présence des importantes infrastructures aéroportuaires, combinée à la disponibilité de vastes espaces encore inexploités dans la grande région métropolitaine et des Laurentides. « Nous espérons amorcer l'implantation ce projet en 2002, dit Jean-Luc Riopel, directeur-général du CLD Mirabel, et offrir de vastes terrains d'un million de pieds carrés et plus. Nous développerons les deux côtés de l'autoroute 13 entre Dorval et Mirabel pour couvrir ainsi un vaste territoire, allant de Saint-Laurent à Laval et même Boisbriand. »

L'ampleur du projet Montréal-Mirabel Espace 2002 implique la coopération de plusieurs intervenants économiques de la région. Plusieurs Centre locaux de développement collaborent à la réalisation du projet, ceux de Mirabel, de Sainte-Thérèse-de-Blainville, de Rivière-du Nord et de Deux Montagnes. Le dossier évolue aussi auprès de la nouvelle Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).



Vendre Montréal au profit de toute la région

La prise en charge du dossier Montréal-Mirabel Espace 2002 par des institutions suprarégionales telles que la CMM met en lumière l'approche interrégionale adoptée par les intervenants économiques des Laurentides, qui permet de mieux exploiter les atouts concurrentiels spécifiques à chaque région. « Auprès d'une certaine clientèle, dans le fond, ce que l'on vend, ce sont les composantes de l'entité Montréalaise, constate Jean-Luc Riopel. Les investisseurs étrangers ne viennent pas spécifiquement pour Mirabel seulement, car l'assise du développement économique, c'est la grande région de Montréal. Le concept d'Espace 2002 traduit, en somme, une offre qui concerne le Grand Montréal. » ●

Zone de commerce internationale de Montréal à Mirabel

Viser une masse critique pour alimenter l'activité cargo à l'aéroport

L'objectif que s'est donné le directeur général de la Zone de commerce internationale de Montréal à Mirabel, Jean Teasdale, est à la fois simple et ambitieux. « Nous allons pousser le volet cargo de l'aéroport à partir d'une masse critique provenant des activités générées par la Zone », indique-t-il. Cette masse critique sera atteinte lorsqu'elle se traduira par un avion-cargo par jour à l'aéroport, prévoit le directeur général. « Cela permettra de partir la roue qui entrainera plus d'activités à l'aéroport et suscitera en retour davantage d'investissements dans la Zone de commerce international. »



Pour ce faire, Jean Teasdale entend cibler prioritairement l'aéronautique et la fabrication légère essentiellement destinée à l'exportation. Selon lui, l'ajout d'une troisième entreprise à Bombardier et Technicolor, déjà installés dans la Zone, pourrait permettre d'atteindre rapidement cette importante masse critique.

Jean Teasdale estime que le bilan de la Zone est « assez exceptionnel » pour une organisation que n'existait pas il y a un an. « Deux chiffres résumant notre bilan: des investissements d'un quart de milliard de dollars et 2000 nouveaux emplois. » Ce n'est qu'un début puisque les activités dans la Zone passeront à une vitesse supérieure avec le début des opérations aux installations de Bombardier au cours de l'été, assure-t-il.



des importantes infrastructures aéroportuaires et sur les incitatifs fiscaux accordés aux entreprises qui s'y installent. Ce sont ces caractéristiques qui confèrent à la Zone sa spécificité qui saura intéresser les investisseurs, croit Jean-Luc Riopel, directeur-général du Centre local de développement (CLD) de Mirabel: « C'est vraiment ce qui la distingue d'une zone franche, qui représente un concept sans réelle valeur ajoutée dans le contexte réglementaire canadien. »

Le CLD Mirabel est avec Aéroports de Montréal (ADM) l'un des principaux promoteurs à l'origine de la Zone dont la mission est de favoriser l'implantation d'entreprises dans la région aéroportuaire de Mirabel. Le CLD a d'ailleurs assuré l'intérim des opérations de la Zone de commerce international jusqu'à la mise en place de l'équipe actuelle au cours de l'été 2000, précise M. Riopel. Le directeur-général de la Zone de commerce international depuis un an est Jean Teasdale.

Le programme de mesures incitatives destiné à la Zone de commerce international a été annoncé par le Gouvernement du Québec dans le discours du Budget de 1999. Ces mesures accordent les avantages spécifiques aux entreprises qui s'y installent pour une période de 10 ans. Des avantages qui confèrent à la Zone un statut comparable à la Cité du multimédia

de Montréal, fait remarquer Jean-Luc Riopel. Celui-ci ajoute que des pourparlers ont été engagés avec le gouvernement fédéral afin que celui-ci accorde certains avantages à la Zone.

« Nous ne demandons que des assouplissements dans l'application de la loi fédérale actuelle, soit ce qui relève du pouvoir des fonctionnaires fédéraux sans qu'il soit nécessaire de modifier la loi. Ce sont de simples ajustements qui consacraient davantage la Zone dans sa mission. »

Technicolor et Bombardier

En attendant, les avantages offerts par la Zone intéressent suffisamment les entreprises étrangères pour que la firme californienne Technicolor Worldwide Film Group, entre autres, décide de s'y installer, comme elle l'a annoncé en février dernier. Le programme fiscal et financier de la Zone offre

La Zone de commerce international à Mirabel

Miser sur les incitatifs fiscaux

En opération depuis maintenant un an, la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel appuie son développement à la fois sur la proximité

notamment des congés fiscaux sur l'impôt sur le revenu des corporations, sur la taxe sur le capital et sur les cotisations d'employeurs au Fonds des services de santé. Il offre également des crédits d'impôts remboursables pouvant s'élever à 25% du montant de la construction de bâtiments, de l'acquisition ou de la location de biens d'équipement admissibles. Enfin, certains spécialistes étrangers auront droit à une exemption d'impôt.

Tout cela a incité Technicolor à effectuer un investissement de 45 millions de dollars consistant à mettre sur pied un laboratoire de 125 000 pieds carrés dédié à la reproduction d'œuvres cinématographiques américaines qui seront distribuées dans les salles de projection en Amérique du Nord et en Europe. Ce projet permettra la création de 275 emplois spécialisés sur 18 mois.

80 ans après avoir introduit le film en couleurs, Technicolor est toujours un leader mondial dans le traitement et la distribution de la pellicule cinématographique ainsi que le plus important manufacturier et distributeur indépendant de DVD, de disques compacts et de vidéocassettes.

D'autre part, Bombardier Aéronautique a été la première à annoncer son intérêt pour la zone de commerce international au cours de l'été 2000, afin d'y installer sa nouvelle usine de fabrication et d'assemblage d'avions régionaux CRJ900 et CRJ700. Ces nouvelles activités vont permettre la création de 1 700 emplois sur le site de l'aéroport de Mirabel. La construction des nouvelles installations de Bombardier à Mirabel est en cours. L'usine devrait ouvrir sous peu. ●

Saguenay-Lac St-Jean

Usine d'Alcan : 460 millions de dollars en retombées directes pour Alma

Au moment où on met la dernière main à la construction de la nouvelle usine d'Alcan, l'heure des bilans a sonné à Alma. Aussi, les dirigeants de la municipalité se félicitent, car leur ville de quelque 31 000 habitants, blottie au confluent du Saguenay et du Lac St-Jean, récolte maintenant les fruits de ce méga-projet.



Il faut dire qu'elle a accueilli sur son territoire, trois années durant, le plus grand chantier privé d'Amérique du Nord. Bilan officiel : 460 millions de dollars de retombées directes, auxquelles s'ajoutent 50 à 70 millions supplémentaires en retombées indirectes. D'autre part, 275 nouveaux emplois ont été créés, qui s'additionnent aux 425 qui existaient déjà.

Devant de tels chiffres, on voit l'avenir plutôt rose à Alma. Jean-Claude Lusinchi, directeur du service d'urbanisme et de planification économique à Ville d'Alma, témoigne de cet optimisme : « L'usine et les nouvelles entreprises qu'elle attire dans son sillage

entraînent des revenus de taxation supplémentaires. Ceux-ci ont permis aux autorités d'adopter une politique de non-emprunt et font entrevoir la résorption de la dette de la ville d'ici cinq ou six ans. Par ailleurs, on peut également prévoir une stabilisation de l'emploi pour de nombreuses années à venir. »

Un projet d'une telle envergure entraîne d'autres répercussions heureuses. Par exemple, le transfert de connaissances provenant du recours à des technologies de pointe sur le chantier d'Alcan : « Les sous-traitants régionaux de la multinationale ont ainsi accès à un savoir-faire avant-gardiste, qu'ils n'auraient pas pu assimiler aussi rapidement en

d'autres circonstances », assure Jean-Claude Lusinchi.

Mais ce chantier et la présence permanente durant trois ans de 4 500 travailleurs sur un territoire restreint ont aussi été source de problèmes. Ainsi il a fallu améliorer des infrastructures comme l'usine de filtration d'eau et injecter 6 millions de dollars dans le système routier et l'alimentation en égoût et aqueduc.

Au plus fort des travaux, une pénurie de logement a été constatée, problème qu'on a choisi de solutionner sans avoir recours à une construction excessive, « afin d'éviter une vacance de logements massive au terme du projet », explique M. Lusinchi. Le chantier

ayant débuté en 1998, les autorités municipales et régionales ont disposé du temps nécessaire à la planification des changements imposés par le projet. »

Aujourd'hui, Alma peut jouir de ses nouvelles installations et se tourner vers l'avenir. « La situation nouvelle nous a permis de mettre en place des mesures d'incitation qui attireront, nous l'espérons, d'autres entreprises dans la région, spécialement à Alma. » En fait, la ville mise non seulement sur la transformation de l'aluminium, mais également sur les entreprises agricoles et les entreprises de transformation du bois, en raison notamment de la présence d'Abitibi-Consol, une papetière de calibre international.

Ce n'est donc pas sans raison qu'on voit l'avenir avec optimisme dans la région. En fait, Statistiques Canada et le gouvernement du Québec prévoient, au cours des prochaines années, une croissance de la population d'Alma de l'ordre de quelques milliers d'habitants. Ce phénomène plutôt exceptionnel en région l'est d'autant plus que l'accroissement projeté ne se fera pas à cause de fusions municipales, mais d'un apport en nouveaux résidents. ●

Région de Québec Ingénierie et construction

Avec le tout nouveau Viecon Publisher, Bentley entend raffermir sa position sur les marchés mondiaux

Les spécialistes de HMR à Québec ont consacré près d'un an à développer un logiciel de publication de données techniques sur Internet. Tout dernier système d'imagerie et de publication Web, Viecon Publisher devrait être officiellement lancé au cours des prochaines semaines. Il sera commercialisé dans le monde entier par Bentley Systems, qui a fait l'acquisition de HMR en avril 2000.

« **I**l s'agit d'un produit très stratégique pour nous, dit Styli Camateros, vice-président des technologies d'imagerie et de publication chez Bentley. Viecon Publisher pourra être utilisé à la fois dans les phases de conception et de construction d'un projet, ce qui lui offre d'immenses possibilités. »

Les marchés de l'ingénierie et de la construction que couvre Bentley représentent des milliers de milliards de dollars. L'entreprise entend bien imposer son nouveau-né à l'échelle internationale, auprès des ingénieurs, architectes et entrepreneurs en construction. « Viecon Publisher permet de rassembler et de distribuer l'information efficacement. Il aidera à positionner Bentley encore plus solidement sur le marché. »

Fondée en 1991 par cinq spécialistes en technologie, HMR a établi ses bureaux à Beauport. Ses logiciels sont utilisés dans la mise en œuvre et l'exploitation d'édifices, d'autoroutes, d'installations manufacturières, de réseaux de télécommunications... En 1999, dernière année où elle a publié ses résultats avant d'être intégrée à Bentley, HMR affichait des revenus de

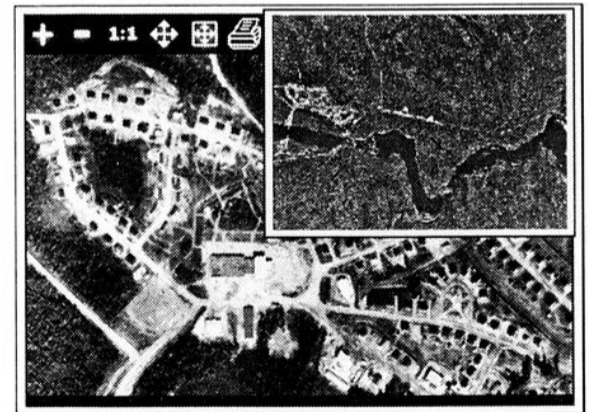
quelque 3 M \$ de dollars. Comptant 40 employés à Beauport, l'entreprise est fière des emplois de qualité qu'elle offre dans le secteur de la haute technologie.

« Québec et sa région comptent d'excellents emplois dans le secteur des TI, croit Styli Camateros. Aujourd'hui, le développement régional doit s'insérer dans l'économie mondiale. On ne peut plus compter sur les marchés régionaux uniquement, il faut se tourner vers l'étranger. »

Même si l'entreprise est présente au Japon, aux États-Unis, en France, en Australie, en Indonésie et ailleurs dans le monde, la conception et le développement de Viecon Publisher ont été réalisées entièrement à Beauport. « En fait, les ressources de Bentley nous aident en nous ouvrant des portes et en nous donnant plus de stabilité financière. Mais si nous n'avions pas déjà adopté cette orientation internationale, jamais cette multinationale ne se serait intéressée à nous. »

Pour son laboratoire de développement de Beauport, Bentley recrute des diplômés à Montréal et à Sherbrooke, autant qu'à l'Université Laval. Il semble que les spécialistes de l'extérieur soient attirés dans la région de la Vieille Capitale par la qualité de vie qu'on y retrouve.

M. Camateros y voit un facteur important de croissance dans la région. Selon lui, les technologies de l'information tiennent un rôle de premier plan à cet égard, grâce à de



Cette mosaïque, qui représente la réserve indienne de Waymontachi, a été produite par Géomatique GPL Inc. à Québec, grâce à l'utilisation du logiciel MicroStation Descartes. Ce logiciel, développé par HMR, est utilisé pour la création, l'édition et la conversion d'images de très grande taille. Cette image a été utilisée comme fond de carte dans un projet d'application pour système d'information géographique (SIG).

jeunes entreprises comme la sienne, qui s'ajoutent notamment aux grandes firmes de services et de consultation, comme LGS, DMR, CGI, IBM et bien d'autres. ●

« Si nous n'avions pas déjà adopté cette orientation internationale, jamais cette multinationale ne se serait intéressée à nous »

Charlevoix

Un redressement réussi pour le Groupe Dufour

C'est en suivant de très près son plan de restructuration que le Groupe Dufour a pu opérer un redressement significatif pour finalement dégager en 2000 un bénéfice de quelque 9%. « Il a fallu consacrer trois ans d'efforts énergiques pour redresser la barre. Auparavant, nous étions en déficit depuis quelques années », commente le président, Guy Rousset, qui a piloté la restructuration de cette entreprise qui a fait son nom depuis de nombreuses années dans l'hôtellerie et les excursions maritimes, surtout à Québec et dans Charlevoix.

A présent, l'entreprise vogue vers de nouveaux sommets, avec son hôtel-phare, le Clarendon (qui entend bien devenir l'une des destinations les plus branchées de Québec, un pas en avant des hôtels-boutiques), et grâce à ses navires qui sillonnent le Saint-Laurent entre Québec et Tadoussac pour le plus grand plaisir des amateurs de baleines et bélugas.

Un plan en quatre points

Le plan de redressement, comme l'explique Guy Rousset, prévoyait de réaliser une mise à niveau sur 5 ans des principaux aspects de l'entreprise. Pour ce faire, quatre points étaient privilégiés. D'abord, il s'agissait d'effectuer une restructuration des opérations et un redressement des finances de l'entreprise. Dans un deuxième temps, l'entreprise a entrepris la mise à niveau de son actif hôtelier. « Nous avons réinvesti quelque 3,5\$ millions dans la rénovation de notre équipement hôtelier, précise M. Rousset, d'abord à l'Hôtel Tadoussac, ensuite au Clarendon à Québec et enfin à l'Hôtel Val-des-Neiges du Mont Sainte-Anne. »

Le Groupe Dufour possède quatre établissements réputés, l'hôtel Tadoussac, l'hôtel Cap-aux-Pierres (à l'Île-aux-Coudres, l'un des tout premiers centres de villégiatures au Québec); l'hôtel Val-des-Neiges, un site de villégiature et de congrès intégré à l'environnement du Mont-Sainte-Anne, et l'hôtel Clarendon, le plus ancien hôtel de Québec et l'un de ses joyaux, en plein cœur du Vieux-Québec.

Le Groupe est également bien connu pour ses quatre navires. En plus de deux monocoques de 48 et de 490 passagers, les Dufour possèdent l'une des seules goélettes au pays encore en activité, la Marie-Clarisse, et le catamaran Famille Dufour II, le navire d'excursion le plus rapide au Canada.



D'autre part, un aspect stratégique du plan a été d'enclencher un processus de formation encore mieux structuré du personnel du Groupe. « Nous sommes dans un domaine où la qualité du service, donc la compétence du personnel, est déterminante, dit Guy Rousset. Nous avons donc signé des ententes de formation professionnelle avec le Collège Mérici à Québec et le Centre d'études collégiales de Charlevoix à La Malbaie. Tous les départements hôteliers et maritimes peuvent profiter de séminaires et de cours de formation, en technique d'accueil, en service à la clientèle, et au besoin des cours d'anglais. »

Le plan a aussi permis de développer une philosophie propre à l'entreprise, que son président nomme « l'approche Dufour ». Elle a été prépondé-

rante, entre autres lors de la rénovation de l'Hôtel Clarendon, un lieu de rencontre privilégié à Québec depuis 1870 pour de nombreux politiciens et gens d'affaires. « Nous voulions aller plus loin que le concept d'hôtel boutique, en vogue actuellement en Amérique du Nord. Le style Art Déco de l'hôtel a donc été entièrement restauré, une attention particulière a été portée à la qualité du service, notamment avec l'embauche de Fabrice Piquet, l'un des meilleurs chefs au Québec. Et, signe de notre volonté d'aller aussi loin que possible pour satisfaire nos clients dans les moindres détails, l'hôtel s'est associé pour cinq ans avec un peintre québécois prestigieux, René Gagnon. C'est une première au Canada. Chacune des chambres et suites de l'hôtel comporte une oeuvre originale, pas une copie. »

Le président compte procéder de la même manière avec les autres hôtels du Groupe. « Notre plan de redressement, qui est aussi un plan de développement, se poursuivra à long terme. Nous créons les atouts qui sauront nous distinguer. »

Le Groupe Dufour en Bourse?

À l'origine une entreprise familiale, le Groupe Dufour pourrait modifier sa structure de capitalisation au fil de son expansion. Ainsi, selon son président, « Il est possible que le Groupe Dufour devienne une entreprise publique, mais pas avant quelques années. »

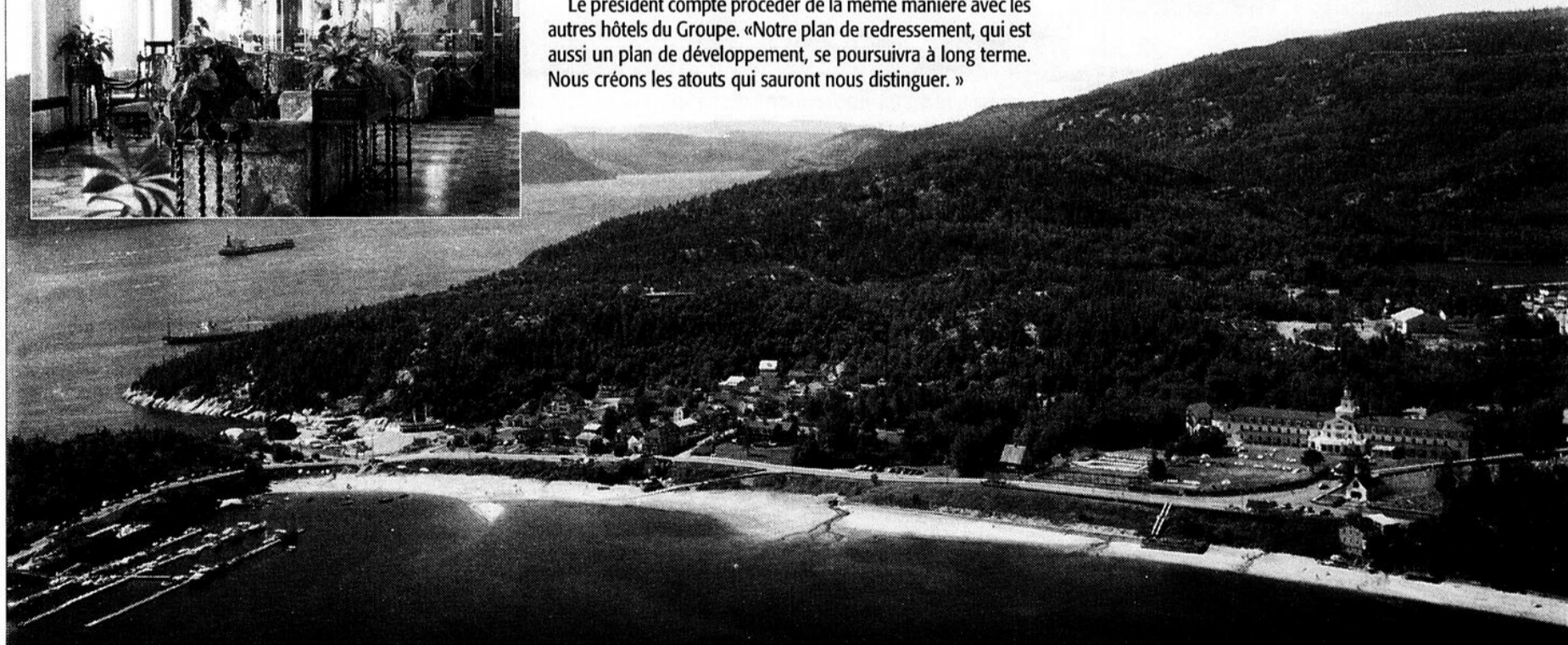
Il s'agirait d'une première au Québec pour une entreprise de taille moyenne dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme. D'ici là, le Groupe Dufour compte poursuivre son plan de développement, notamment par une expansion sur les marchés de Montréal et ses environs. « Tadoussac reçoit annuellement 450 000 visiteurs, alors que le Vieux-Port de Montréal montre un achalandage de 7 millions de visiteurs: c'est ce marché potentiel que nous visons, notamment pour nos produits d'excursion maritime ». Le Groupe a embauché un délégué commercial permanent dans la métropole. L'expansion du groupe pourrait également se faire sentir dans la vallée du Richelieu, une région qui se prête bien au produit hôtelier distinctif offert par le Groupe Dufour.

Vers une bannière Dufour

Le Groupe Dufour entend développer davantage son caractère distinctif pour étendre sa présence dans le secteur de l'hôtellerie et la villégiature au Québec.

« À long terme, explique le président Guy Rousset, nous voulons profiter de nos atouts distinctifs pour éventuellement déployer une bannière Dufour, en développant notre image particulière comme élément rassembleur d'une hôtellerie de taille moyenne, soit moins de 200 chambres. »

S'appuyant entre autres sur des études démontrant la perception positive du public à l'égard du groupe, le président a bien l'intention d'exploiter ce capital de sympathie. « Nous sommes perçus comme ayant gardé une certaine tradition de service et une dimension plus familiale dans l'hôtellerie. » Les atouts du groupe se retrouvent également dans ses équipements maritimes. « Nous possédons la flotte la plus moderne au Québec avec nos quatre navires d'excursion, en plus d'avoir le privilège de pouvoir opérer un « monument historique », la goélette La Marie-Clarisse. »



Lanaudière De la terre à la table

L'agro-industrie de Lanaudière a généré des profits de 2 milliards de dollars et créé 16 000 emplois

Saviez-vous que Lanaudière est un microcosme du Québec? Cette région reproduit fidèlement l'ensemble de la géographie physique de la province pour ce qui est des types de sols, de la végétation, du climat et des cours d'eau, ce qui expliquerait la diversité de sa production agricole. Quatrième région agricole du Québec, elle est reconnue pour sa production traditionnelle - laitière, porcine et avicole -, mais également pour sa production maraîchère. On y récolte une quarantaine de légumes différents : asperges, brocoli, pomme de terre, chou-fleur, zucchini et tutti quanti.

Mais Lanaudière possède plus qu'un secteur agricole dynamique : elle a une industrie bioalimentaire en plein développement. Le secteur bioalimentaire inclut la transformation agroalimentaire (industrielle et artisanale), le commerce de détail, le commerce de gros, la distribution, la restauration et le secteur de la pêche. En 1996, l'industrie bioalimentaire de Lanaudière a généré des profits de 2 milliards de dollars et créé 16 000 emplois. À lui seul, le secteur agricole a engendré 360 millions de dollars de revenus annuels; celui de la transformation, 410 millions.

les consommateurs retrouvent de plus en plus nombreux dans les supermarchés : salades variées et précoupées, légumes surgelés, etc.



Une vision renouvelée

« En 20 ans, Lanaudière a perdu plusieurs conserveries de produits maraîchers au profit de la rive Sud du fleuve, rapporte Stéphane Paré, directeur général du Conseil de développement bioalimentaire de la Lanaudière. Cet exode, considéré à l'époque comme une catastrophe, joue maintenant en notre faveur. Il a incité les agriculteurs à développer des produits maraîchers pour le marché frais, une tendance qui s'affirme de plus en plus. »

Autre tendance où les maraîchers consacrent de nombreux efforts : la transformation de légumes prêts à être utilisés, que



Les grandes et petites spécialités

Lanaudière s'ingénie à se tailler une place enviable dans une agriculture plus marginale, dite de « créneaux ». La région compte cinq microfromageries et se flatte de posséder un des meilleurs fromages au Québec, le Victor et Berthold, parmi les fromages préférés de l'auteur et chroniqueur gastronomique Daniel Pinard. « L'an dernier, au banquet des pilotes de Formule 1, à l'hôtel Reine Élisabeth, il n'y avait qu'un seul fromage sur la table : le Victor et Berthold, raconte Stéphane

Paré. Nous n'avons rien à envier au reste de la planète pour la qualité de nos fromages. »

D'autres entreprises de créneau se tirent très bien d'affaire : celles des viandes plus « exotiques » comme le faisane, la pintade, le chevreuil, le sanglier et le bison, celles de la confection de produits de l'érable, de confitures et de marinades, de boissons alcoolisées et même un vignoble... en plein fleuve Saint-Laurent !

Le passage obligé : la promotion

Pour faire connaître ces excellents produits, le Conseil de développement bioalimentaire travaille à réaliser des campagnes de promotion. En collaboration avec ses partenaires, il a implanté le Marché Champêtre de Lanaudière, à Repentigny, ouvert les samedis du 26 mai au 6 octobre. Il a également créé une route des fromages, un circuit des cinq fromageries, qui s'accompagne d'un dépliant et d'une vidéo promotionnelle. « De plus, nous avons conçu une fiche technique pour nos fromages, souligne Stéphane Paré. Lors d'un voyage, j'ai pu constater que ce type de fiche n'existait pas en Europe. Car, en plus des caractéristiques physiques et chimiques du fromage, nous y avons ajouté une description organolactique, c'est-à-dire une description de ses arômes et de ses saveurs, comme pour les vins.

« Depuis quelques semaines, une jeune Française travaille avec nous pour évaluer le potentiel d'implantation d'une appellation réservée pour un produit spécifique ou d'un label régional authentifiant la qualité d'un produit. Nous serions les premiers à mettre au point cette dénomination. »

Un des derniers maillons de la chaîne : la restauration

Une fois par année, le Conseil invite des restaurateurs de Laval, des Laurentides et de Lanaudière à faire la tournée de trois ou quatre producteurs à la découverte d'excellents produits artisanaux. Le but : créer un maillage entre l'industrie de la production et de la transformation et du milieu de la restauration. L'opération fonctionne. Par exemple, il y a deux ans, un restaurateur de Joliette annonçait qu'il mettait à son menu une assiette de fromages lanaudois.

À la fine pointe des percées technologiques

À l'automne 2001, le Cégep de Lanaudière constituante de Joliette, a obtenu du ministère de l'Éducation le droit de donner le cours de technologie de transformation alimentaire. Cet outil supplémentaire pour le développement de l'agro-industrie permettra de fournir une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée.

Autre outil, la mise sur pied du Carrefour expérimental de Lanaudière, situé à l'Assomption. Ce centre, ancienne ferme du gouvernement du Canada, a pour mandat de valoriser les biotechnologies végétales et de réaliser de nouvelles percées en horticulture fruitière et maraîchère. Des entreprises s'y installent pour effectuer de la recherche fondamentale.

L'agro-industrie, un secteur traditionnel, mais qui n'en finit pas d'innover. ●

En collaboration avec

Québec
Emploi-Québec



CONSEIL RÉGIONAL
DE DÉVELOPPEMENT
LANAUDIÈRE

Québec
Ministère
des Régions

TOURISME
LANAUDIÈRE



Développement
économique Canada

Canada



Conseil de développement bioalimentaire
de Lanaudière

Lanaudière

L'un des créneaux d'excellence de Lanaudière : l'habitat

Il y a quelques années, un certain nombre d'intervenants économiques de Lanaudière ont senti la nécessité de donner une image forte de leur région en l'identifiant à un créneau d'excellence.

Une étude menée en 1995 a conclu que l'habitat était le secteur d'activité qui se démarquait le plus des autres, notamment en raison de la concentration d'entreprises dans ce domaine, de leur diversité et du potentiel de développement de ce secteur. « Celui-ci comprend un bon nombre d'éléments distinctifs, rassembleurs, sur lesquels on pouvait tabler pour favoriser la création d'emplois et l'apport de nouveaux investissements, ajoute Claude Robichaud, président de Lanaudière économique et directeur général du centre de développement économique de la MRC Des Moulins. »

Ce positionnement est innovateur puisque aucune autre région du Québec a fait de l'habitat son cheval de bataille. « De plus, poursuit-il, nous avons misé sur la qualité des joueurs, à la tête de plus de 60 entreprises de fort calibre, actifs sur le



Claude Robichaud

excellence, explique Claude Robichaud, nous avons pensé à la formule de grappe industrielle, moins à la mode aujourd'hui, mais qui convient mieux à nos besoins que les secteurs industriels. »

Une population jeune et une main-d'œuvre qualifiée

Lanaudière affiche le plus haut taux québécois de croissance démographique régionale, avec une population beaucoup moins âgée que celle de l'ensemble du Québec : 28 % de ses résidents ont entre 18 et 34 ans. C'est dire que la région a affaire à une main-d'œuvre jeune, généralement qualifiée, mais qu'il est nécessaire de continuer à former et à spécialiser. « Nous entretenons des liens avec les différents centres de formation professionnelle et les cégeps de la région, souligne Claude Robichaud.

Des programmes de formation spécifiques existent en métallurgie, en ébénisterie, en finition de meubles et en usinage. Ils sont en partie liés aux différents besoins des partenaires de la grappe. De plus, nous nous intéressons à des concepts neufs. Par exemple, une usine-école s'est implantée dans la MRC d'Autray, la région de Berthierville. Elle forme une main-d'œuvre spécialisée dans la fabrication de chaises. Nous poursuivons notre travail pour obtenir de plus en plus de programmes qui répondent aux besoins de l'industrie. »



La " filière habitat " est l'un des secteurs industriels les plus dynamiques de la région, qui progresse de façon spectaculaire. Lanaudière est la région au Québec la plus spécialisée dans ce domaine, avec des joueurs importants, aussi bien en matières premières, bois et ciment, qu'en produits à valeur ajoutée.

marché de l'exportation. Même s'il s'agit d'un domaine traditionnel, le potentiel inventif du secteur de l'habitat est grand, notamment en ce qui concerne le design, le développement de matériaux, de produits et de marchés. Ajoutons à cela la domotique et l'immatique qui sont nos fenêtres sur la nouvelle économie. »

Aujourd'hui, le créneau habitat compte environ 300 entreprises manufacturières qui fournissent plus de 6 000 emplois, c'est-à-dire le tiers des emplois manufacturiers de la région. Ces entreprises, réparties dans tout le territoire, travaillent dans des domaines très variés - produits du béton, enveloppe du bâtiment, portes et fenêtres, industrie du plastique et des composites, électricité et mécanique du bâtiment-domotique, industrie du mobilier et de l'ameublement etc. Elles sont également regroupées dans une grappe industrielle.

Une grappe rassemble des entreprises œuvrant dans le même secteur industriel et qui entretiennent des liens d'interdépendance par le biais de la sous-traitance ou de l'approvisionnement en produits intermédiaires. « Quand nous avons décidé de faire de l'industrie de l'habitat notre créneau d'ex-

Un avenir sous le signe de la réussite

Dans Lanaudière, l'implantation des entreprises se fait à un bon rythme. L'arrivée de nouveaux joueurs comme le groupe ADF, spécialisé dans les structures d'acier et grand exportateur vers les États-Unis, a créé de 600 à 700 emplois dans la MRC Des Moulins. »

UNE RÉGION À L'HONNEUR

En mars dernier, le Salon international du bâtiment et du design, tenu au Stade olympique de Montréal, honorait la région de Lanaudière pour son excellence dans le domaine de l'habitat. Sous une même enseigne, sept entreprises spécialisées dans ce créneau présentaient leurs réalisations au Pavillon Habitat Lanaudière. Ils voulaient ainsi attirer l'attention des professionnels et des visiteurs étrangers sur leurs produits, leurs services et leurs compétences.

Le secteur habitat est devenu, depuis quelques années, le créneau d'excellence de la région de Lanaudière. Le principal objectif d'une telle participation au Salon consistait « à établir un réseau de contacts d'affaires susceptibles de mener à des partenariats locaux et internationaux », indiquait dans un communiqué Stéphane Coulombe, commissaire à l'exportation Lanaudière International.

L'expérience s'est révélée concluante : les participants se sont dits satisfaits de ce concept de participation regroupée, et les visiteurs ont pu rencontrer plusieurs interlocuteurs et examiner leurs produits. Les organisateurs ont également profité de l'occasion pour présenter l'ensemble du tissu industriel de la région et distribué les coordonnées d'une centaine d'entreprises de la région.



Les organisateurs d'Habitat Lanaudière, Claude Robichaud, Renée Courchesne, Stéphane Coulombe, Michel Girard, Mariette Larochelle et les représentants des entreprises participantes: ACCS Control-Tech inc., Concept SGA, Entra-Matic, IDM, Manufacturier Tenta, Saramac et Toitures Deslongchamps.

Ainsi, il appartient à tous et chacun de faire sa propre prospection sur une base locale, note M. Robichaud. Sur le plan régional, nous en sommes à nous structurer davantage, à établir des mécanismes et à créer des outils pour encore mieux cerner les besoins et le potentiel de notre créneau Habitat. »

Une histoire à suivre. ●

Pourquoi investir dans Lanaudière ?

Cette vaste région, qui regroupe des municipalités telles que Joliette, Berthierville, Le Gardeur, Terrebonne, Rawdon, Saint-Roch de L'Achigan et tant d'autres, connaît une appréciable croissance économique : entre 1987 et 1998 le nombre d'entreprises a connu une croissance de 76 %. Le secteur secondaire, dont le secteur manufacturier, est celui qui a enregistré la plus forte hausse avec une augmentation de 104 % du nombre de ses entreprises. Lanaudière est en plein développement. Sa population a augmenté de 12 % entre 1991 et 1996.

Lanaudière compte quatre aéroports municipaux, offre un accès facile aux aéroports internationaux de Mirabel et de Dorval ainsi qu'au port de Montréal, de Sorel et de Trois-Rivières, tous liés par un réseau d'autoroutes.

En ce qui a trait à sa qualité de vie, une valeur de plus en plus recherchée, Lanaudière constitue un paradis pour les pêcheurs et les chasseurs, et pour tous les amateurs de plein air. Le tourisme attire chaque année un nombre croissant de visiteurs, ce qui entraîne la création d'activités récréotouristiques et culturelles de plus en plus nombreuses.

- Centre local de développement de l'Assomption (450) 589-8888
- Centre local de développement d'Autray (450) 836-7028
- Centre local de développement de Joliette (450) 752-5566
- Centre local de développement de la Matawinie (450) 834-5222
- Centre local de développement de Montcalm (450) 831-3777
- Centre local de développement des Moulins (450) 477-6464
- Conseil régional de développement Lanaudière (450) 759-4344
- Conseil de développement bio-alimentaire Lanaudière (450) 753-7486
- Lanaudière Internationale (450) 759-4344
- Développement économique Canada 1-800-430-6844
- Tourisme Lanaudière 1-800-363-2788

L'Association internationale des technopoles tiendra son congrès à Québec en 2002

L'Association internationale des technopoles (AIT), une organisation qui regroupe 225 technopoles, technoparc ou parcs scientifiques établis dans 55 pays et dans lesquels sont installées plus de 45 000 entreprises de haute technologie, a décidé de tenir son congrès annuel de 2002 dans la ville de Québec.

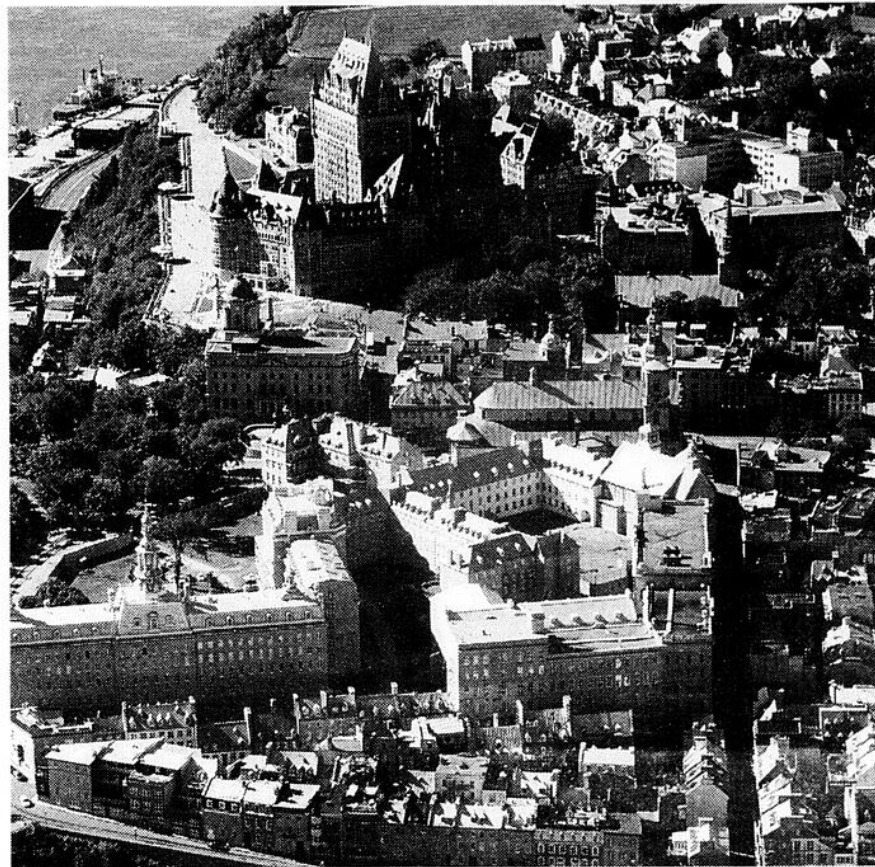
Cet honneur, Québec le doit, entre autres, à Pierre Bélanger, le directeur général de Laval Technopole et président de l'Association des parcs de recherche et technologiques du Québec (APRTQ). Cette organisation fondée en juin 1999 rassemble les parcs de Laval, Saint-Laurent, Québec, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe, Varennes et Hull. L'APRTQ est elle-même membre à part entière de l'AIT, dont le siège social est situé en Espagne.

« L'AIT est reconnue comme étant la référence dans le domaine des parcs technologiques, indique Pierre Bélanger. Je suis membre de son conseil d'administration et de son comité exécutif depuis 1995. Je suis également président de la division nord-américaine. C'est grâce à cet engagement que j'ai pu convaincre mes collègues de tenir la Conférence mondiale des technopoles à Québec. Cet événement nous permettra évidemment de faire la promotion de nos sept parcs. Ce sera

aussi l'occasion idéale pour présenter nos entreprises aux 500 dirigeants de parcs technologiques qui seront présents. »

Le comité organisateur est déjà en place à Québec, confirme Carole Voyzelle, la présidente directrice générale du Parc technologique du Québec métropolitain. Le comité d'orientation, composé de représentants d'Italie, d'Espagne et du Québec, s'affaire à choisir les thèmes juste à temps pour le congrès de cette année qui se déroulera à Bilbao, en Espagne, en juin. « Nous y serons avec du matériel promotionnel pour attirer un maximum de participants l'an prochain, indique Mme Voyzelle. Par ailleurs, nous avons déjà fait appel aux gouvernements et aux commanditaires pour un soutien financier. Nous serons prêts. »

Une autre des raisons qui a incité l'AIT à tenir son congrès en Amérique du Nord, c'est qu'elle espère pénétrer davantage le marché des parcs technologiques américains. « Les



Les changements climatiques: une menace mondiale

**Vous voulez participer à LA solution?
Communiquez avec nous!**

CO₂ Solution est à mettre au point une plateforme technologique permettant le recyclage du CO₂, le plus important gaz à effet de serre.

Afin de développer les applications de sa technologie, CO₂ Solution fait un appel public à l'épargne par le biais d'une Société de placement dans l'entreprise québécoise (SPEQ), un véhicule financier dont les avantages fiscaux sont intéressants pour l'investisseur.



(418) 650-1913
www.CO2Solution.com
info@CO2solution.com

Un prospectus provisoire portant sur les titres proposés a été déposé auprès de la Commission des valeurs mobilières du Québec. Les renseignements qu'il contient sont susceptibles d'être complétés ou modifiés. Les titres qu'il décrit ne peuvent faire l'objet d'aucun engagement avant que la Commission n'ait visé le prospectus définitif. On peut se procurer le prospectus provisoire auprès de CO₂ Solution.

Américains ont leur propre regroupement national, l'Association of universities related research park, indique Pierre Bélanger. Pour l'instant, ils s'en contentent. Mais nous avons récemment convaincu le University City Center, de Philadelphie, de joindre les rangs de l'AIT. La percée se fait petit à petit. »

Cela dit, ne fait pas partie de l'AIT qui veut. Tout parc technologique intéressé doit répondre à quatre critères d'admissibilité précis.

Le parc doit d'abord être affilié à une université. Ainsi, l'Université de Sherbrooke est au cœur du Parc biomédical de cette municipalité. La Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal est partie prenante du projet de Technopole agroalimentaire de

entièrement à cette tâche. L'organisme doit assumer la responsabilité du développement économique et immobilier du parc ou de la technopole. Il doit également voir à la stimulation de l'entrepreneuriat scientifique et technologique, et favoriser l'implantation et l'expansion d'entreprises de pointe ou de centres de recherche.

Dernier critère d'admissibilité, le parc doit établir une politique précise de sélection des entreprises et des institutions qui seront autorisées à s'y implanter. Ainsi, le Parc de recherche et de haute technologie de Varennes est réservé aux entreprises oeuvrant dans le domaine de la production ou de la distribution de l'énergie.

Pierre Bélanger croit qu'il y a de la place pour une dizaine de véritables parcs technologiques au Québec.

« Nous accepterons probablement trois autres membres au cours des prochaines années. »

Saint-Hyacinthe. De telles affiliations permettent de stimuler l'entrepreneuriat technologique et favorisent l'émergence de PME issues de la recherche universitaire.

Deuxièmement, la municipalité où se trouve le parc technologique doit adopter un règlement de zonage qui réserve le développement du territoire exclusivement à des fins d'implantation de centres de recherche privés ou publics, ou encore pour des entreprises à fort contenu de R & D. Ainsi, le Technoparc Saint-Laurent exige un minimum de 15 % d'activités de recherche de la part des entreprises qui veulent s'y installer.

Troisièmement, tout parc technologique doit être administré par une organisation publique ou privée de gestion qui se consacre

Tous ces critères servent en fait à donner un maximum de crédibilité aux parcs existants et à éviter que n'importe quel bout de terrain soit consacré « parc technologique » par un promoteur qui voudrait tout simplement profiter de l'effet de mode lié aux nouvelles technologies.

Pierre Bélanger croit qu'il y a de la place pour une dizaine de véritables parcs technologiques au Québec. « J'entrevois que nous accepterons probablement trois autres membres au cours des prochaines années, précise-t-il. Même si le concept est très populaire et rassembleur, ce ne sont pas toutes les régions et toutes les municipalités qui ont le potentiel et les ressources nécessaires pour respecter les critères de l'AIT. » ●

LES PARCS TECHNOLOGIQUES AU QUÉBEC

Parc technologique, parc scientifique, technoparc, technopole, technorégion...

Y a-t-il une différence ?

Il y a déjà le Technoparc de Hull, le Parc de recherche et de haute technologie de Varennes, le Parc scientifique de Laval, la Technopole de Saint-Hyacinthe, et voilà qu'à Québec, on parle de créer une Technorégion. Il y a de quoi y perdre son latin.

Toutes ces appellations sont en fait des variantes du parc technologique, un concept qui fait fureur, particulièrement depuis trois ans. La plupart des agglomérations urbaines de la province en ont déjà un ou se proposent d'en créer un. Bien sûr, la formule est tentante : tous les organismes de développement économique souhaitent stimuler l'établissement d'entreprises du savoir non polluantes sur leur territoire et contribuer ainsi à la création d'emplois de haut niveau et bien rémunérés. Du coup, on espère attirer de grandes entreprises prestigieuses venues d'ailleurs.

« En fait, il y a deux approches à l'échelle internationale à cet égard, indique Pierre Bélanger, directeur général de Technopole Laval et président de l'Association des parcs de recherche et technologiques du Québec (APRTQ). Il y a ceux qui réfléchissent en termes de parc technologique et ceux qui préfèrent le concept de technopole. »

Le parc technologique a été conçu sur le modèle des parcs industriels : on détermine par zonage municipal

que telle superficie de terrain sera désormais réservée à l'établissement d'entreprises de haute technologie ou de la nouvelle économie. Les technoparcs les plus intéressants sont constitués autour d'un ou de plusieurs centres de recherche universitaire. C'est la formule la plus courante.

La technopole (ou technorégion) est quant à elle un lieu plus vaste qui englobe à la fois les espaces de travail, de commerce et d'habitation.

Les entreprises ne sont pas nécessairement regroupées dans des lieux confinés ; elles sont davantage présentes dans le milieu de vie. La ville de Saint-Hyacinthe est la première à s'être engagée dans cette voie au Québec. En 1993, elle a décrété son territoire Technopole agroalimentaire.

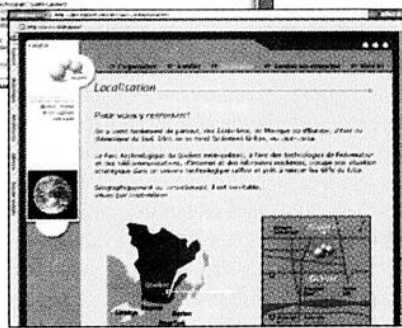
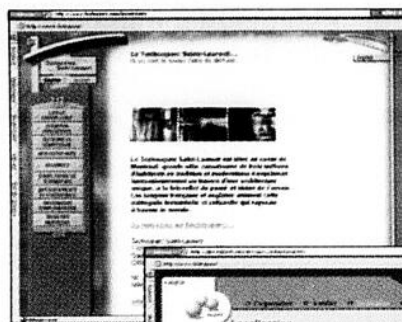
« Plus de 400 organisations et entreprises oeuvrant dans le domaine agricole et agroalimentaire sont disséminées dans la municipalité, indique Mario De Tilly, directeur général du Centre local de déve-

loppement Les Maskoutains. Elle embauchent à elles seules 40 % de notre main-d'œuvre totale (soit 16 000 emplois) dans l'ensemble de la MRC. Pour une population de 80 000 personnes, c'est énorme. Seulement en l'an 2000, 15 projets manufacturiers liés à l'agroalimentaire ou à la biotechnologie, plus particulièrement au secteur pharmaceutique-vétérinaire et à la génétique vétérinaire, ont été démarrés sur notre territoire. »

Afin de compléter son offre de services, Saint-Hyacinthe a

créé il y a deux ans, à l'intérieur de sa Technopole, une Cité de la biotechnologie agroalimentaire, soit un parc technologique de neuf millions de pieds carrés. « L'espace y est vendu à des prix plus intéressants qu'ailleurs et les entreprises qui viennent s'y installer n'ont pas à payer d'impôts fonciers », précise M. De Tilly.

Et un des premiers bâtiments à avoir été construits à l'intérieur de la Cité a été un Carrefour de la nouvelle économie (CNE). Saint-Hyacinthe utilise ainsi tous les mécanismes fiscaux disponibles actuellement pour stimuler sa croissance. Résultat de tous ces efforts : le taux de chômage dans la région n'est que de 6 % l'un des plus bas au Québec. ●



Le Technoparc Saint-Laurent est le plus vaste complexe du genre au Canada



LES AFFAIRES

Annoncez dans le média qui rejoint le plus grand nombre de décideurs dans les régions du Québec.

Les AFFAIRES

collé à l'actualité des régions du Québec

POUR INFORMATIONS SUR LA PUBLICITÉ, CONTACTEZ :

Stéphane Meloche (514) 392-2083
Laurianne Adam (418) 483-5700

LES PARCS TECHNOLOGIQUES
AU QUÉBEC« Nos activités respectives améliorent l'offre globale
du Québec sur la scène internationale »

L'apparition des parcs technologiques a complètement changé la façon de considérer le développement économique au Québec.

Auparavant, les parcs industriels étaient une source de concurrence féroce entre les municipalités québécoises. Chacune multipliait les offres et les conditions alléchantes aux grandes entreprises pour qu'elles viennent s'installer sur leur territoire. Il n'était pas rare de voir un commissaire industriel faire le tour des entreprises d'une ville voisine afin de les inciter à déménager leurs pénates quelques kilomètres plus loin.

L'apparition des parcs technologiques a engendré une nouvelle dynamique. « Ça permet aux municipalités et aux régions de se démarquer et de mobiliser leur monde, dit Pierre Bélanger, directeur général de Technopole Laval et président de l'Association des parcs de recherche et technologiques du Québec (APRTQ). Derrière l'énergie qui est déployée dans un parc technologique, il y a des réunions, du réseautage, des activités qui engendrent de l'emploi et du développement technologique. »

Selon lui, les parcs les plus prometteurs sont ceux qui se définissent une spécialité et n'accueillent que des entreprises oeuvrant dans ce domaine. Et parce que les entreprises qui s'y établissent évoluent dans un contexte de mondialisation, les parcs doivent eux aussi se positionner dans une perspective internationale.

« De par leur nature même, la plupart des entreprises de haute technologie évoluent dans un marché mondial, dit

Mario Delongchamps, responsable du Parc biomédical de Sherbrooke. Elles doivent concurrencer les meilleurs cerveaux, et les entreprises les plus innovatrices et les mieux financées. Par exemple, avant de pouvoir commercialiser un nouveau médicament contre l'asthme, un chercheur doit prouver que les multinationales pharmaceutiques n'offrent rien de semblable. Il doit donc avoir une vision internationale dès le début de ses recherches. Nous devons avoir la même attitude en tant que gestionnaire de parcs technologiques. »

À ses yeux, ses concurrents ne sont pas le Centre de développement des biotechnologies de Laval ou le secteur biomédical et sciences de la vie du Parc technologique de Québec métropolitain. « Nous avons chacun une faculté de médecine universitaire, dit-il. Et nous avons chacun des chercheurs et des entreprises qui ont développé des expertises spécifiques. Au lieu d'être concurrentes, nos activités respectives améliorent plutôt l'offre globale du Québec sur la scène internationale. »

Carole Voyzelle, la présidente directrice générale du Parc



technologique du Québec métropolitain, abonde dans ce sens : « Des fabricants de portes et fenêtres, il y en a dans toutes les municipalités. Mais un concepteur d'équipements de test, de mesure et de surveillance sur fibre optique destinés au secteur des télécommunications, il n'y a qu'Exfo au Québec. Inscrite en bourse, cette entreprise joue sur le

terrain des plus grands joueurs mondiaux de son domaine. Pourquoi agrandit-elle ses installations dans le Parc technologique de Québec ? Parce que ses dirigeants veulent rester près de l'Institut national d'optique et profiter des synergies qui se multiplient entre la dizaine

d'entreprises du domaine de l'optique-photonique qui se sont installées chez nous depuis deux ans. »

Cette nouvelle façon d'envisager le développement économique favorisent la concertation entre les gestionnaires de parcs technologiques. « Nous partageons de plus en plus d'informations sur nos expertises respectives et collaborons ensemble à améliorer nos infrastructures d'accueil pour les entreprises locales et étrangères », assure Pierre Bélanger. ●

- LAVAL TECHNOPOLE
- PARC SCIENTIFIQUE DE VARENNES
- PARC TECHNOLOGIQUE DU
- CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE
- PARC TECHNOLOGIQUE DU QUÉBEC MÉTROPOLITAIN
- TECHNOPARC DE HULL
- TECHNOPARC DE SAINT-LAURENT
- TECHNOPOLE AGROALIMENTAIRE DE SAINT-HYACINTHE

RENSEIGNEMENTS

LAVAL TECHNOPOLE
1555, boulevard Chomedey, bureau 100, Laval (Québec) H7V 3Z1, CANADA
TÉLÉPHONE : (450) 978-5959 TÉLÉCOPIEUR : (450) 978-5970
SITE INTERNET : www.lavaltechnopole.qc.ca
COURRIEL : info@lavaltechnopole.qc.ca

Québec accueillera la 19^e conférence mondiale de l'Association internationale des technopoles en septembre 2002

LES PARCS TECHNOLOGIQUES
AU QUÉBECLes technoparcs sont au cœur
du développement économique des régions

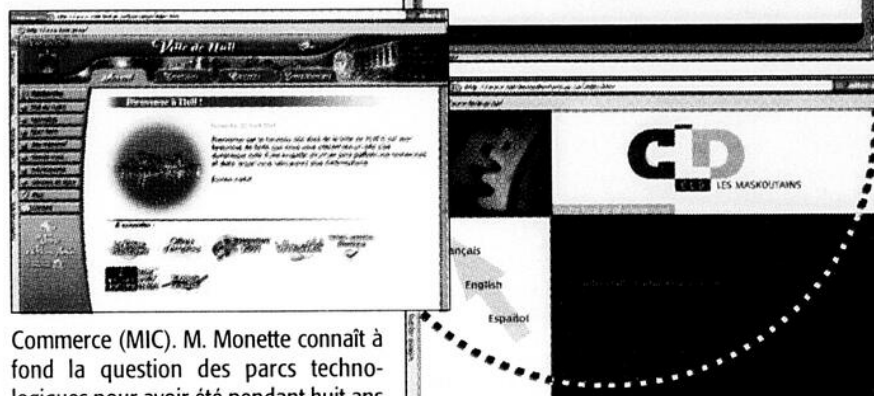
Mario Deslongchamps, directeur au développement des affaires pour le Parc biomédical de Sherbrooke est convaincu que la mise sur pied des parcs technologiques - avec les mesures fiscales et les programmes de soutien à l'entrepreneuriat qui l'ont accompagnée - ont largement contribué au succès du développement économique que connaissent aujourd'hui plusieurs régions du Québec.

« Grâce aux crédits d'impôt liés aux activités de recherche et développement, il se fait aujourd'hui beaucoup de recherche fondamentale partout au Québec. De plus, les incubateurs et les organismes d'aide comme les CLD, les SADC et les corporations de développement économique se révèlent très utiles pour aider les chercheurs à commercialiser les produits de leur travail », dit-il.

Pierre Bélanger, directeur général de Laval Technopole, est tout à fait d'accord. Il y a quelques années à peine, explique-t-il, on comptait sur les grandes entreprises étrangères pour assurer notre développement. « Aujourd'hui, 80 % des entreprises qui s'installent dans nos parcs technologiques sont issues des activités de R&D qui se font dans les facultés universitaires et nos centres de recherche. Un renversement de tendance qui démontre clairement à quel point l'aide gouvernementale a été utile. »

Autres signes du succès de cette formule : la revitalisation du quartier Saint-Roch à Québec et du quartier de la Cité du multimédia à Montréal, deux versions urbaines du concept de parc technologique. Ces opérations ont été inspirées d'expériences américaines comme celle de Philadelphie où on a transformé de vieilles habitations autour d'une université située au centre-ville en bâtiments pour entreprises de haute technologie.

« La revitalisation de ces quartiers sert de symbole. C'est de la brique et du béton. On voit des grues s'élever dans le ciel et on a l'impression que les deux villes renaissent. Les promoteurs immobiliers suivent le mouvement amorcé par le gouvernement, et sortent leur carnet de chèque. Il y a cinq ans, ils n'auraient pas bougé le petit doigt, même si le gouvernement leur avait offert de financer en partie la construction », lance Mario Monette, directeur du Groupe d'intervention et projets spéciaux au ministère de l'Industrie et du



Commerce (MIC). M. Monette connaît à fond la question des parcs technologiques pour avoir été pendant huit ans conseiller en développement technologique au MIC.

Cela dit, le défi des prochaines années pour le gouvernement sera de gérer la multiplication des parcs technologiques, croit M. Monette. « Toutes les régions veulent avoir un parc de haute technologie et je les comprends, dit-il. Les centres de recherche, les incubateurs et les technoparcs permettent de canaliser les énergies et représentent souvent

pour les régions un formidable outil de prise en charge de leur propre développement. Le problème, c'est que si tous les parcs industriels de la province deviennent des technoparcs, ça minera la crédibilité des parcs les plus intéressants sur les marchés internationaux. Or, l'international représente à long terme la clé du succès de nos secteurs les plus dynamiques et de nos entreprises les plus innovantes. » ●

LE CENTRE-DE-LA-MAURICIE ET SHAWINIGAN : TOUT POUR RÉUSSIR

Technoparc

du Centre-de-la-Mauricie

- Accès privilégié à des mesures fiscales exclusives à titre de région ressource ciblée par le dernier budget du Gouvernement du Québec
- Crédit d'impôt remboursable pour les activités de transformation : 40 % des salaires des nouveaux employés
- Mesures ciblées pour les secteurs de : l'aluminium, l'hydrogène, l'énergie, 2^e et 3^e transformation du bois
- Carrefour de la nouvelle économie à proximité (Grand-Mère)
- Centres de R & D :
 - Laboratoire des technologies électrochimiques et des électrotechnologies (LTEE) d'Hydro-Québec
 - Centre national en électrochimie et en technologies environnementales (CNETE)
- Secteurs d'activités :
 - Technologies reliées à l'énergie et au traitement et à la valorisation commerciale des matières résiduelles de l'industrie
 - Électrotechnologies et électrochimie
 - Hydrogène
 - Lithium
 - Plasturgie (pour les secteurs aéronautique et avionique)
 - Aluminium

- Accès facile au réseau autoroutier québécois et nord-américain. De Shawinigan/Grand-Mère, l'autoroute 55 vous amène partout !
- Qualité de vie exceptionnelle

CLD

Centre-de-la-Mauricie
CONSEIL LOCAL DE DÉVELOPPEMENT

Toujours Égale.

www.directioncm.net - cldcm@directioncm.net - Tél. : (819) 537-7249

JOIGNEZ LE CHEF DE FILE



Toutes les industries ont leur chef de file,
leur point de mire.

Celui qui trace la voie, qui établit
des standards que les autres emploient
ensuite comme références.

Lorsqu'il s'agit de R-D en optique et photonique
et de ses applications, le chef de file, c'est INO.

Parce que nous avons réalisé plus de 1 500 contrats
avec des compagnies canadiennes et que nous
les avons aidées à prendre leur place
sur la scène internationale.

Parce que nous sommes à l'origine de
12 nouvelles entreprises en haute technologie
et que nous avons réalisé 10 transferts technologiques
vers l'industrie. Ou bien parce que nous détenons
17 brevets internationaux d'invention et sommes
en attente de 16 autres.

En télécommunications, environnement, transport,
biomédecine, aérospatiale, foresterie,
procédés industriels et sécurité-défense.

Il ne peut y avoir qu'un chef de file.

C'est INO.



Notre optique, c'est la qualité

PARC TECHNOLOGIQUE DU QUÉBEC MÉTROPOLITAIN

Retour des cerveaux à Québec : un premier exemple chez ABB Bomem

La Chambre de commerce régionale de Sainte-Foy (CCRSF) et la Société de promotion économique du Québec métropolitain (SPEQM) étaient heureuses de constater récemment que la campagne « Le Retour des cerveaux » commence à porter fruit. C'est ainsi que, depuis quelques mois, Alan Roney travaille pour ABB Bomem.

Il avait quitté la région de Québec en janvier 1999 pour travailler aux États-Unis, mais le voici de retour à Québec avec sa famille. Titulaire d'un baccalauréat en génie physique et d'une maîtrise en sciences avec une spécialisation en spectroscopie moléculaire de l'Université Laval, M. Roney occupe la fonction d'ingénieur système projets aérospatiaux chez ABB Bomem.

« Avec une bonne idée et peu de moyens, il est possible de rapatrier de la main-d'œuvre hautement qualifiée dans la région, dit le président de la Chambre de commerce, Marco St-Pierre. En moins de trois mois, la Chambre a traité plus d'une centaine de curriculum vitae qu'elle a transmis à ses 11 entreprises partenaires de la région. »

Pour sa part, le président de la SPEQM, Pierre Boulanger, estime qu'une telle initiative a contribué à faire connaître le virage que la région de Québec a pris au cours de la dernière décennie dans le secteur de la nouvelle économie : « L'opération démontre que plus d'une centaine de candidats sont toujours intéressés à revenir travailler et vivre à Québec. Ce sont tous des candidats hautement qualifiés qui peuvent enrichir notre activité économique. »

Syncrun™, un logiciel d'ordonnement de la production

Arimasoft, établie depuis 1994, annonce le lancement de Syncrun™, un logiciel d'ordonnement de la production conçu spécifiquement pour les manufacturiers d'emballages et les imprimeurs. Syncrun™ est un logiciel avancé de planification qui utilise les données existantes dans les systèmes MRP/ERP pour optimiser les opérations manufacturières et analyser l'impact de différents scénarios de production.

Syncrun™ permet au manufacturier d'augmenter le taux d'utilisation des équipements, de réduire la gâche et les inventaires de produits en cours. Cette application a remporté les prestigieuses Canadian Information Productivity Award (CIPA) 2000 et l'OCTAS 2000 pour les bénéfices qu'elle a générés dans une usine d'emballage de Rock-Tenn. Selon Raymond Beaulieu, directeur général des Industries Ling, une usine Rock-Tenn, « Syncrun nous permet de maximiser l'utilisation de notre capacité de production et d'optimiser la synchronisation des activités de façon à livrer nos 150 commandes hebdomadaires en temps. Cette technologie était inconcevable il y a quelques années seulement et les bénéfices sont renversants ».

Une percée thérapeutique pour les enfants souffrant d'hépatite B chronique

BioChem Pharma inc. (NASDAQ : BCHE ; TSE : BCH), dont la division Fabrication de vaccins est à Sainte-Foy, a présenté les résultats d'une nouvelle étude sur Zeffix au congrès de l'Association européenne pour l'étude du foie, à Prague, en République tchèque.

On estime qu'un enfant sur quatre, parmi

les millions d'enfants qui sont infectés de façon chronique par le virus de l'hépatite B (VHB) durant les premières années de leur enfance, mourront, une fois adulte, d'un cancer ou de la cirrhose du foie à la suite de cette infection. Selon cette nouvelle étude présentée au congrès, cette situation pourrait bientôt devenir chose du passé.

L'étude dénote qu'une année de traitement par Zeffix (lamivudine) provoque une réaction virologique complète* (RVC) chez près du quart (23 %) des enfants atteints de la maladie; cette constatation est un bon indicateur que le virus a été inhibé. Ces enfants ont donc pu arrêter le traitement. Ces résultats étaient nettement meilleurs que ceux prélevés dans le groupe placebo, alors que le taux de réussite n'a été que de 13 %. Les résultats sont semblables à ceux observés, après un an de traitement par Zeffix, chez les adultes souffrant d'hépatite B chronique et pour qui Zeffix est déjà un traitement reconnu.

EXFO introduit deux nouveaux analyseurs de spectre optique

EXFO Ingénierie électro-optique inc. (NASDAQ: EXFO, TSE : EXF) a annoncé le lancement de deux nouveaux analyseurs de spectre optique* (OSA), à OFC 2001. L'OSA IQ-5250 haut de gamme offre une plage de longueurs d'onde améliorée (950 à 1650 nm), une meilleure résolution (50 pm) et une amélioration de la plage dynamique de 10 dB, comparativement à la version précédente. De telles spécifications

sont nécessaires pour mesurer la haute densité de canaux ainsi que les longueurs d'onde étroitement espacées des réseaux de multiplexage spectrale dense (DWDM).

Même si l'OSA FTB-5240 portatif d'EXFO présentait déjà les meilleures spécifications de l'industrie des tests sur terrain, le plus récent modèle, le FTB-5240B, offre un taux de réjection optique amélioré de 10 dB.

Par ailleurs, EXFO a également annoncé le lancement d'une nouvelle option pour sa série de wattmètres haute vitesse IQ-1600 : le détecteur à grande surface. Grâce à cette option, les fabricants peuvent effectuer des tests en cours de fabrication de composants optiques passifs sans connecteur, rationalisant ainsi leur processus de production.

Laboratoire FEREX inaugure de nouvelles installations au Parc Technologique

Laboratoire FEREX a inauguré récemment ses nouvelles installations dans le Parc Technologique du Québec métropolitain. Cette entreprise est spécialisée dans le contrôle de la qualité des produits électriques et métalliques.

Le vice-président, Gérard Landry, et le directeur région de Québec, Jacques Foster, ont rappelé que l'entreprise mère, X-Per-X inc., dessert depuis 45 ans à l'échelle mondiale une vaste clientèle issue de tous les secteurs industriels des domaines public et privé. L'industrie

énergétique (centrales hydroélectriques ou thermiques, lignes de transmission, etc.), les usines pétrochimiques, les pipelines, le secteur métallurgique ainsi que les fabricants de matériaux composites à base métallique et de matériel d'acier sont parmi les principaux bénéficiaires de l'expertise de Laboratoire FEREX.

X-Per-X emploie une centaine de personnes au Québec, dont plus de 80 ingénieurs et techniciens.

Groupe CPS, pour la formation stratégique dans le domaine de la santé

Le Groupe CPS, consultants en promotion de la santé, œuvre depuis plus de 12 ans dans la conception, le développement et la réalisation de programmes de formation stratégique dans le domaine de la santé. Il est à l'origine de plusieurs premières canadiennes pour des programmes de formation dans le milieu pharmaceutique. Pour le domaine corporatif, il offre le programme DYNAMIQUE, une approche intégrée servant à introduire et gérer la santé en entreprise. Ce programme est le fruit de la volonté du Groupe CPS d'atteindre des objectifs de performance quant à l'amélioration de l'assiduité au travail par le biais d'une approche qui s'attaque à l'ensemble des dimensions de la santé ayant une incidence directe ou indirecte sur l'équilibre personnel et professionnel des employés. Le Groupe CPS propose aussi une formation exécutive de quatre (4) heures sur la gestion de la santé organisationnelle. Le prochain séminaire aura lieu le 18 mai à Québec.

Industries Rocand : des moules pour fabriquer des produits en plastique à valeur ajoutée

Les Industries Rocand, qui s'est installée dans un bâtiment tout neuf au Parc technologique du Québec métropolitain, vient de compléter un mandat de plus de 750 000 \$ pour la réalisation de moules de réservoirs d'essence en plastique pour General Motors. Les moules et leur équipement ont été livrés fin janvier aux États-Unis et au Mexique.

ROCAND est spécialisée dans la conception et la fabrication de moules destinés à la transformation des matières plastiques par le procédé de moulage par injection et le procédé d'extrusion-soufflage. L'entreprise, qui a franchi une nouvelle étape dans sa progression des dernières années, est en période de recrutement.

TeraXion prend son envol financier

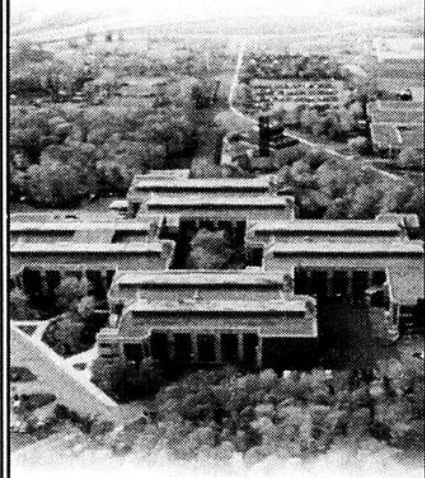
TeraXion, un manufacturier de composants optiques, a complété un financement privé de près de 23 M \$ en capital-actions avec entre autres pour partenaires la Banque de Développement du Canada, Innovatech Québec et LBG Capital. TeraXion utilisera principalement ces nouveaux fonds dans des projets de R&D de pointe et dans l'implantation d'une capacité de production de classe mondiale afin de répondre à la demande croissante du marché pour ses composants optiques à haute valeur ajoutée.

TeraXion conçoit et produit des composants optiques de pointe, destinés aux fournisseurs et concepteurs de réseaux de télécommunications. Ces composants jouent le rôle de filtres pour combiner, extraire, moduler, balancer et stabiliser les signaux lumineux transmis par la fibre optique afin qu'ils atteignent leur destination sans interruption. ●

Des ressources pour agir

de l'espace pour grandir

AUTOUR
DE NOUS



PARC TECHNOLOGIQUE
DU QUÉBEC MÉTROPOLITAIN

gravitent
105 entreprises
prestigieuses,
pleines de potentiel,
employant
3 200 personnes
et dont les impacts
rejaillissent
sur le développement
technologique
de tout le Québec.

Nous y contribuons...
et nous en sommes fiers!

www.parctechno.qc.ca



La Chambre
de commerce et d'industrie
de Laval

LAVAL HONORE SES MEILLEURES ENTREPRISES

Le Gala Dunamis, organisé par la Chambre de commerce et d'industrie de Laval, est le moment de l'année où Laval honore ses meilleures entreprises. Sous le thème « Le monde, c'est notre affaire », l'édition 20^e anniversaire du gala s'est tenue le 3 mai dernier, au Centre des congrès Sheraton, sous la présidence d'honneur de M. Louis L. Roquet, président-directeur général d'Investissement Québec, devant plus de mille gens d'affaires. Cette année, le concours Dunamis a attiré près de 200 mises en candidatures, dont voici les finalistes :

PRIX ENTREPRISES DE L'ANNÉE :

JEUNE ENTREPRISE

Colubris Networks, Connect.com, Pneus Direct

ENTREPRISE DE TECHNOLOGIE

CIO, Luc Bouchard & Associés, Technologies 20-20

ENTREPRISE AGRICOLE

Le Paradis des Orchidées, Pépinière des Terrasses

SERVICES AUX ENTREPRISES/ENTREPRENEUR AUTONOME

Multidées Communication, Pro Bowl Hubert Verrees, Richard Goyer, Ingénieur consultant

SERVICES AUX ENTREPRISES/MOINS DE 25 EMPLOYÉS

Consultants S.P.I.C., Informatique Direct Impact, Tchou Tchou et ses amis

SERVICES AUX ENTREPRISES/25 EMPLOYÉS ET PLUS

Bodycote Canada, C.A.I. Informatique, Groupe Santé Express

COMMERCE DE DÉTAIL ET SERVICES AUX PARTICULIERS/MOINS DE 25 EMPLOYÉS

Fleurs & Compagnies, La Forfaiterie, Propane Monin

COMMERCE DE DÉTAILS/25 EMPLOYÉS ET PLUS

Focus Laval, Hôtel Sheraton Laval, La Récréathèque

ENTREPRISE MANUFACTURIÈRE/MOINS DE 30 EMPLOYÉS

Duo Vac, Industries A. Mergl, PMP Repro Média

ENTREPRISE MANUFACTURIÈRE/30 EMPLOYÉS ET PLUS :

Aviatic Industries, Électro-Kut, Les Ordinateurs Prosys-Tec

PRIX PERFORMANCE :

DISTRIBUTION / VENTES

Focus Laval, Luc Bouchard & Associés, Validapro

COMMUNICATIONS/PUBLICITÉ

Groupe Santé Express, Industries A. Mergl, La Forfaiterie

QUALITÉ

Aviatic Industries, Pépinière des Terrasses, PMP Repro Média

RECHERCHE

CIO, Pharmacor, Technologies 20-20

SERVICE À LA CLIENTÈLE

Groupe Santé Express, Les Ordinateurs Prosys-Tec, Propane Monin

FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Groupe Santé Express, Informatique Direct Impact, Précision Chomedey

PRIX ATAC :

C.A.I. Informatique, Groupe FormaClé, TMI Innovations

PRIX RESPONSABILITÉ :

Électro-Kut, Groupe Santé Express, Pépinière des Terrasses

PRIX COLLABORATION :

Centre communautaire Val-Martin, Fondation Collège Montmorency, Resto-Pop Saint-Claude

PRIX FORUM ÉNERGIE :

La Récréathèque, Le Paradis des Orchidées



Pour connaître les lauréats et tout savoir sur la
Chambre de commerce et d'industrie de Laval :

www.ccilaval.qc.ca

Le Gala
Dunamis
Édition 20^e anniversaire

Merci aux précieux commanditaires du Gala Dunamis 2001

